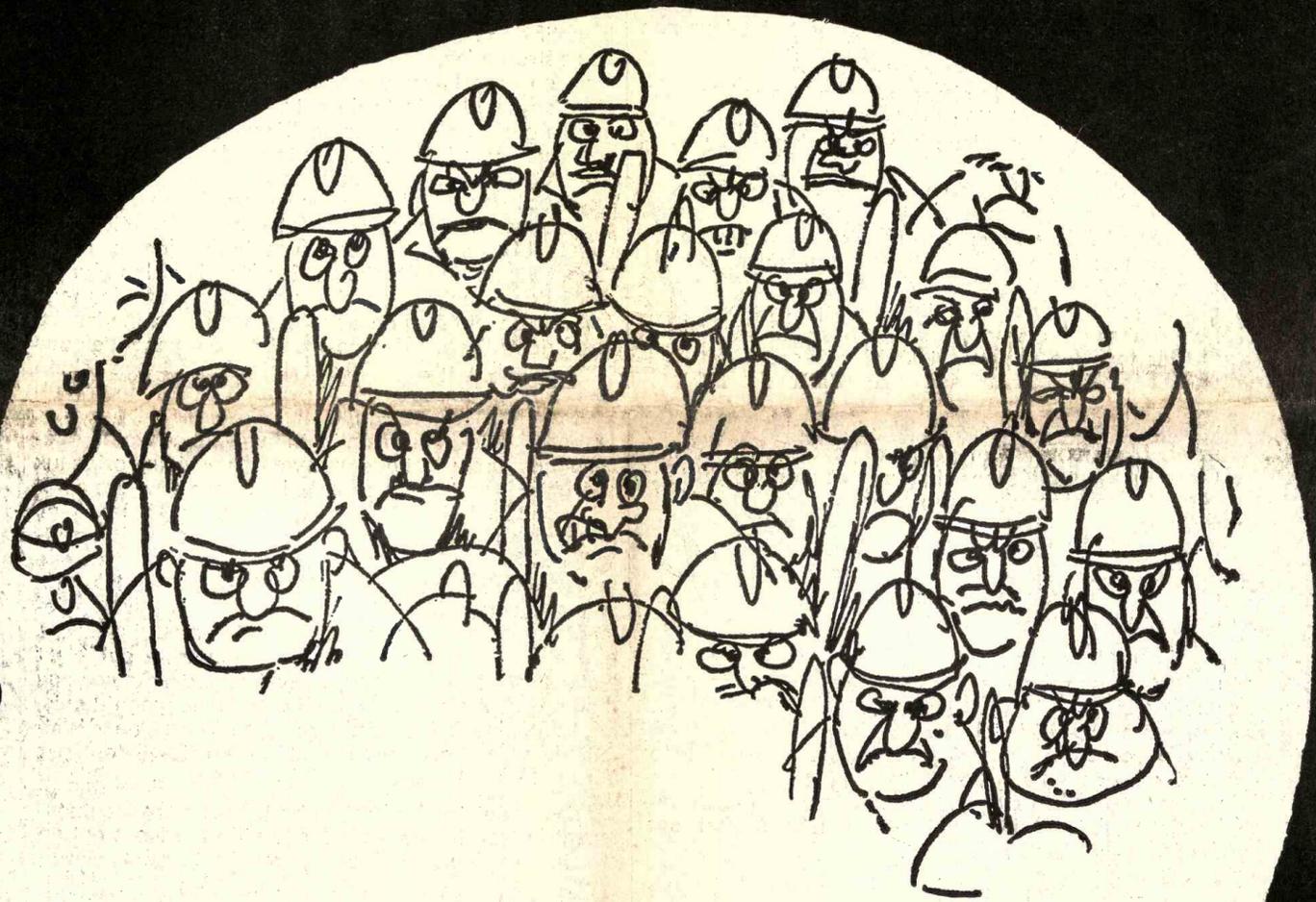


# ACTION

N° 36 • MARDI 14 JANVIER 1969 • PRIX : 1 F • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5\*, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

## Chassez le flic de votre tête !



QUARÉ ERWOLSKI

# Révolution culturelle européenne

Qu'est-ce qui a fait trembler la bourgeoisie en mai et qui continue à lui donner des sueurs froides ? Les pertes économiques résultant de la grève générale « ont été vite épongées » ; les gaullistes sont revenus en force au parlement. Et pourtant la France est mélancolique, le flegme décafé de Couve de Murville renvoie à des millions de téléspectateurs l'image fanée d'une morosité contagieuse. Comme toujours les politiciens mentent, mais comme par habitude, sans conviction, en s'excusant presque d'avoir à employer des moyens aussi rudimentaires pour farder la vérité ! Car celle-ci se montre, s'impose, s'étale ; pour le bourgeois, c'est raté, c'est mort.

Non pas que les monopoles ne soient plus les maîtres de l'appareil d'Etat et que depuis novembre de Gaulle ne soit un peu plus encore leur valet servile, non pas que les flics ne se postent, bêtes et multiples, à tous les carrefours, que des sinistres masques fadases ne s'exhibent chaque jour à la télévision, égrenant les couplets monotones de l'insignifiance et de la tromperie, non pas même que des quarterons au savoir court, à l'onction ecclésiastique, administrateurs d'ignorance qui se nomment doyens, gèrent une connaissance rachitique et payent des fonctionnaires à gaver une jeunesse de ronflantes bêtises. Tout cela n'est pas discutable, mais quelque chose de massif, d'innocemment évident dans sa force apparaît chaque jour maintenant à des millions d'esprits stupéfaits : la bourgeoisie a le pouvoir, mais elle pue. Chacun l'admet même chez ses plus fidèles larbins, qui, tel Aron, n'en disconviennent pas mais font remarquer finement que ça pue aussi autre part ; que la bourgeoisie russe ou américaine puent tout autant. Le bourgeois se console de son odeur en déclarant modestement qu'il y a une espèce de communauté mondiale de la putréfaction ; chacun en a sa part et tous en sont atteints. Quant aux autres, les fanatiques de la pureté, comme dit le grand reporter Lucien Bodard, de **France-soir**, leur propreté est suspecte ; elle trahit leur non humanité.

Voilà la vérole, le chancre que mai a subitement, et pour toujours, révélé ; la classe dirigeante est empêtrée jusqu'au bout dans la merde, dans les vomissements de son exploitation féroce et sordide, dans le détrit de son « art de vivre » décadent. Tout ce qui avant facilitait sa paisible digestion lui remonte maintenant à la gorge ; son savoir indigeste, gonflé comme une bulle de chewing gum manquant de la sève vivante et des vitamines nécessaires à un vrai plat, énorme gruyère constitué de tous les trous de la réalité absente, auquel venaient s'agglutiner et gratouiller tous les rats de bibliothèque, ce savoir là, il pète, désintégré, volatilisé, rien ; des mots. Sa culture rutilante, rafraîchie aux couleurs criardes du chauvinisme tricolore, a accouché d'un peintre en bâtiment, Malraux, et d'un poète de patronage, Adamo. Quant aux autorités académiques et morales de tous poils, ils se réchauffent tous les jeudis à l'Académie française pour éplucher un herbier appelé vocabulaire, ils gueuletonnent chez le nouveau mécène des Arts et des Lettres, Bleustein-Blanchet, le célèbre publiciste qui lance son prix de la vocation comme n'importe quel lavement.

Le soir, ils sortent, rigolent et rotent aux calçonnades de leur comique Marcel Achard, en compagnie de la commère qui leur sert de carpe, de confesseur et de piédestal. Voilà, c'est ça ; mais, dorénavant, c'est ça pour des millions et des millions. Et on ne serait pas morose ? La bourgeoisie a définitivement perdu son prestige ; ses idées ont fait fiasco. La classe dirigeante ne dirige plus rien à part ses dividendes ; elle se raccroche.

Quand tout un peuple se rend compte que l'ordre n'est plus qu'ordonné à défaut d'être justifié, quand dans tous les pores de la vie sociale s'insinue l'idée folle que le normal n'est que le masque dérisoire et trompeur d'une bêtise inhumaine engendrée par le despotisme universel du capitalisme, quand les diplômes sont démonétisés, la hiérarchie contestée dans sa compétence, alors s'installe une espèce d'insolence qui n'est pas loin de se muer en révolte. Oser se révolter devient possible quand l'adversaire est nu, dépouillé de tous les attributs qui en faisaient une autorité. Oser vaincre la dictature bourgeoise est envisageable quand le consentement qui lui assure une pérennité pacifique est ébranlé ; une fois qu'on a mis une bonne râcléeaux flics, le flic que l'on a dans la tête, fait de toutes les inhibitions, les ratages, les peurs et les rages rentrées, est dissous. Pour soi et pour les autres, le flic n'est plus que ce qu'il est, un pantin harnaché de gourdins et de grenades mais empêtré lui aussi dans sa peur, son désarroi, vite démoralisé, peu mobile, pas très efficace si on lui oppose l'intelligence et la force des masses. Un pouvoir qui n'a plus que la force comme rempart a deux solutions : soit recruter en masse des légions répressives, soit tout faire pour reconstruire au plus vite un semblant de légitimité. Le gaullisme post-mai n'a pas les moyens économiques de recruter des supplétifs en ordre suffisant pour briser la contestation ; à lui seul, il est incapable de produire une nouvelle idéologie de rechange qui présente un avenir plausible et accepté par une large fraction du peuple français. Depuis mai la bourgeoisie est à la recherche fébrile d'un avenir, car mai s'approfondit, môle inattaquable, ineffaçable dans la conscience de millions de contaminés.



Une seule issue pour retarder la venue du nouveau monde à gagner, un seul recours pour se convaincre que le monde ne va pas changer de base : s'appuyer sur l'idéologie de la trahison et de la soumission : le communisme à la P.C.F., à la Brejnev, le révisionnisme. On s'arrange déjà entre responsables ; les ouvriers seront bien encadrés par les bureaucraties syndicales, C.G.T. en tête. A cet effet, l'Assemblée a voté à l'unanimité la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Les pontes syndicaux auront leurs bureaux et leurs heures payées pour enchaîner la classe ouvrière dans la poursuite toujours différée de revendications aussi vite annulées qu'acceptées, dégrader l'impatience ardente et raisonnée d'enfin vivre en hommes dans un monde d'hommes, et lui substituer les désespérantes campagnes en vue de présenter des cahiers de doléances. Comme si, lorsque l'on veut que ça change vraiment, on allait faire ses doléances à ceux justement qui vous barrent toute possibilité d'en sortir. Mais les permanents de l'immobilisme beuglent qu'il faut savoir gérer l'entreprise France, que la classe ouvrière se fait un honneur de produire des belles pièces, label français, le pont de Tancarville, l'avion Concorde, la nouvelle maison du parti. Le socialisme, c'est les records de technologie, la productivité la plus forte, les spoutniks, etc. La révolution, on la fait pour plus de houille blanche, pour de plus grands laminoirs, pour la famille et les mamans de France, la lune et Antoinette, la pure jeune fille de France adhérente exemplaire de la J.C., l'instituteur amoureux de Jules Ferry et de Jeanne d'Arc, sans oublier les cadres que l'on doit respecter puisqu'ils représentent le capital technique. Les professeurs du P.C.F. sont à la tâche pour enfourner tous les vieux trésors de l'esprit humain, bourgeois y compris, depuis Socrate l'humaniste jusqu'à Jules Verne, le père de la fascinante science russe, en passant par le petit Bara et son tambour, Verdun et la ténacité du poilu français, les grandes découvertes et l'esprit inventif de l'homme blanc. Bien sûr, il y a des excès, des rétrogrades, des fascistes même comme Céline, mais en gros la culture française c'est beau et ça aide les peuples épris de paix. On va comprendre le monde contemporain entre collègues démocrates pour construire une belle démocratie moderne. Bien sûr on n'admet pas que les gauchistes cassent le morceau, qu'ils arrivent avec leurs gros sabots dans une si belle délicatesse française. On sévit contre les moutards des CALS, on profère quelques borborygmes contre l'aventurisme des étudiants. Et puis, dans les municipalités communistes on s'occupe activement des maisons de la culture, on adapte les enfants inadaptes, on enrichit l'esprit de ses administrés par quelques bonnes vieilles pièces du répertoire français, on achète des peintres, on embauche des architectes, on se cultive, quoi ! Bien entendu, comme le dirait Billoux dans **France Nouvelle**, on maintient l'autorité, car toute doctrine antibureaucratique relève des « vieux oripeaux anarchistes petits-bourgeois ». La classe ouvrière a besoin d'autorité, ses chefs doivent être respectés, aimés affectueusement, entourés de mille reconnaissances filiales. Mme Waldeck-Rochet est une bonne épouse, elle se fait interviewer par **Elle**, journal de toutes les femmes et mamans françaises ; elle reconnaît tout simplement et fort gentiment qu'après tout son mari a réussi, qu'il a maintenant une bonne situation, mais que c'est justice, car il a beaucoup travaillé. Quant aux yeux d'Elsa, le miroir exquis du beau compagnon Louis, ne suffit plus à les combler ; Mme Triolet ne dédaigne de voir ses œuvres traitées en feuilleton par **Europe 1**.

Bourgeoisie et révisionnisme se partagent maintenant le travail pour combler le vide effrayant qui se creuse sous leurs pieds : la perte d'autorité.

Le Mal est profond. Quand l'idée révolutionnaire s'empare d'un peuple, elle ne s'arrête pas aux frontières. Lycéens de Rome, étudiants de Berlin, enrégés de Madrid, orphelins de Lénine à Prague, contestataires à Belgrade, tous s'attaquent à un même monde, le vieux monde, celui des technocrates réformistes made in U.S.A., et des permanents à gabardines grisâtres et nuques dégarnies façon « socialiste » russe. L'ouverture de la Scala de Milan perturbée, la mise à sac d'une boîte de nuit où s'empiffrent des fêtards le jour du Nouvel An, ne sont pas dus à quelques particularités biologiques de ces sacrés Italiens au sang chaud, car lui répondent comme en écho, l'agression du doyen de Nanterre, la séquestration l'an dernier de Servan-Schreiber à l'université de Madrid et, tout récemment l'expulsion du Roi des Belges lui-même encadré des « autorités scientifiques » du type Louis Armand, hors de l'université libre de Bruxelles.

Quand, dans toute l'Europe, un enfant ne respecte ses parents que pour autant qu'ils sont respectables, quand un élève, un étudiant n'apprennent plus ce qu'ils doivent apprendre, mais veulent savoir ce que vraiment il importe de connaître, quand des ouvriers ne sont plus paralysés devant leurs représentants qui les trahissent, quand des artistes ne veulent plus jouer aux bouffons, quand des professeurs veulent se former auprès de leurs élèves, quand, enfin, le ridicule tue, le crime ne paie plus, et le mensonge fait rire, alors l'ordre chancelle, la société craque, la révolution avance. Cela s'appelle la révolution culturelle européenne. Un monde, pas un gouvernement, une équipe, une administration, voire même un parti, non, camarades, un monde à faire, à gagner.

# Bourgeoisie : Spectacle Son et Lumière

« D'après les statistiques, environ un chômeur sur deux (en France) est âgé de moins de 25 ans et, cette année, précisément, le chiffre des jeunes chômeurs a été artificiellement diminué du simple fait de l'allongement de la scolarité ».  
(Les Echos, 6 janvier 1969.)

## SES ETUDIANTS

« Pour un étudiant italien sur deux, la conquête du diplôme ouvre les portes du chômage... Aujourd'hui, viennent en tête des jeunes sans emploi ceux qui ont passé leur bac (38%), suivis par ceux — 32% — qui ont terminé le premier cycle des études secondaires (Instituts techniques, écoles professionnelles, etc.) ».  
(Figaro, samedi 4 janvier 1969.)

## SON MONDE VU DE NEUILLY

« Il souffle sur le monde un vent de folie qui frappe tour à tour les pays les plus divers, n'épargnant même pas les nations totalitaires les plus dures. Tout est mis en cause, la politique, l'économique et le social, la religion... Alors que notre belle jeunesse, dont la grande majorité est saine et sur laquelle reposent non seulement les chances de la France mais encore celles d'une Europe élargie, montre que face à une minorité d'excités et d'anarchisants, etc. ».

Achille Peretti,  
député-maire de Neuilly.  
(Figaro, 24 décembre 1968.)

## SA CRISE MONETAIRE :

« L'annonce même d'une conférence internationale déclencherait la panique, la conversion massive des dollars en or. Il faudrait réunir en secret une conférence d'experts sur une île déserte pour que des délibérations internationales ne rendent pas impossible à l'avance le retour à l'ordre que chacun appelle de ses vœux ».

R. Aron.  
(Figaro, 20 décembre 1968.)

## SES PROFS

« Sartre, Herbert Marcuse, Aristote, Hegel, Max Weber, Wittgenstein, guevarisme, fanonisme, maosisme, néo-anarchisme, Fourastie, Galbraith, Aron, Kautsky, Bernsteïn, Riesman, Vance Packard, Heidegger, Hegel (bis), Aufklärung, J.-J. Rousseau, Lénine, Bruno Bauer, Schiller, Lafargue, Fourier, Wilhelm Reich, Saint-Simon, Mannheim, jeune Marx, Lénine (bis), Sartre (bis), hegel - freudo - existential - marxisme, philosophie hippie, nietzscheenne, marxiste, Living theatre, surréalisme, Breton, Marx, Rimbaud, Rilke, Lassalle, Marx (bis), Erich Fromm, freudo-marxisme, Freud (bis), Marx (ter), dialectique kierkegaardienne, spartakisme ».  
« Ou quelques noms propres et « ismes » relevés dans un texte ayant pour but d'expliquer les méfaits gauchistes de « La pensée de Herbert Marcuse » (sur une demi-page de journal) aux lecteurs de L'Humanité du 10-1-69. En prime : « Orphée, Roméo, Anna Karenine, Nuit du 4 Août, 1917 et 1919, principe de réalité de Freud, phalanstères, nouveau Léviathan », etc.

## SELF-SERVICE

A la séance publique annuelle de l'Académie française, Pierre-Henri Simon s'élève contre la vulgarisation du style érotique :  
« ... Si j'avais l'impudence de vous donner tels échantillons de mes lectures quotidiennes, c'est alors que les austères ancêtres qui montent la garde autour de nous auraient des colères... Il y a d'ailleurs plus grave (...), c'est la multiplication des ouvrages théoriques qui, renversant brutalement l'échelle des valeurs apparemment les mieux établies (...) font consister l'ordre dans la soumission de la volonté et de l'imagination du sexe ».  
(Figaro, 20 décembre 1968.)

## HISTOIRES DE FOU

« Que toute l'Université devienne un vaste « Apollo 8 ». L'épopée d'« Apollo 8 » est certainement l'événement le plus extraordinaire de l'année. C'est une des cimes de l'histoire de l'humanité ».

Edgar Faure,  
Radio-Luxembourg  
samedi 28 déc.

« Le Pape et l'Empereur c'est tout », disait Don Carlos dans Hernani. En ce Noël extraordinaire, le Pape sur terre et la technique américaine dans le ciel signifient l'annonce des temps nouveaux ».

(Les Echos,  
Editorial du 26 décembre 1968.)

« Jeudi 19 décembre 1968, la maison des fous de Turin a été occupée grâce à une action surprise par les étudiants de la ville qui, dans la cour, aussitôt ont convoqué une assemblée générale, et, pourrait-on dire, unitaire, des internés, médecins et infirmiers. Les fenêtres se remplissent des visages curieux des aliénés. Inutiles, les efforts des surveillants pour les retenir : ils participeront en grande partie à l'assemblée, ainsi que quelques médecins et infirmiers.

Ainsi, les deux groupes d'aliénés se sont retrouvés (...) les étudiants en médecine protestent contre le fait qu'une partie d'entre eux, une fois armés de leur licence, seraient obligés de battre la campagne pour y placer des produits cosmétiques, lorsqu'à Collegno, pour quatre mille aliénés, il n'y a que quinze médecins, et que la moyenne nationale est d'un médecin pour deux cents hospitalisés. Les fous protestent contre le manque complet d'assistance résultant de cette situation, qui fait que les asiles d'aliénés sont autant de maisons où force où les malades sont seulement gardés, la plupart à perpétuité, mais presque jamais soignés. Après l'assemblée unitaire, les agents de police et les carabinieri ont « libéré » l'asile de fous... ».  
(Figaro, 4 janvier 1969.)

1<sup>er</sup> tableau

André Riboud dit les Dents Longues avec son état-major au Bordel San Nom (B.S.N. pour les initiés), siège de la bande.

**Riboud les Dents Longues.** — Esgourdez bien, mecs, j'ai une idée fumante. On va faire aux gonzes de Saint-Gobain le coup de l'O.P.A.

**Les autres.** — ???  
**Riboud les Dents Longues.** — Ah ! les cons ! Ils ne savent pas ce que c'est que l'O.P.A. !

**Riboud les Dents Longues** (dictatrice et magistral). — Je vais vous affranchir : nous, les grossium, nous faisons marnier des gagneuses et des gagnés qui nous rapportent le pacqsif. Pourquoi les esclaves de Saint-Gobain, qui turbinent dans le même genre, ne nous rapporteraient pas à nous ? Nous sommes les plus gourmands, nous sommes les plus marles, nous sommes les plus affranchis...

**Les autres.** — Ça c'est vrai, patron.

**Riboud les Dents Longues.** — L'O.P.A. va nous permettre de chanstiquer leurs faffiots en alléchant les caves qui les ont. Ensuite, nous serons les rois du business. A nous les comptées de Saint-Gobain. Après on joue sur le velours avec les Ricains, les Schleus et tutti quanti.

**Les autres.** — Génial, chef.

**Nénesse le sceptique.** — Boss, on a déjà vu l'O.P.A. aider les gros à manger le petit mais on n'a jamais vu l'O.P.A. faire manger le gros par le petit et sauf gourance, patron, la bande à Vogué, elle est plus balaise que nous.

**Riboud les Dents Longues.** — J'ai tout gambé : Vogué-la-Dérive il a une faiblesse : c'est un bêcheur. Il prétend descendre de Louis XIV (rires entendus des autres). Au lieu de garder une bonne part de ses faffiots, il les a tous fourgués aux michetons en leur disant : « Vous aurez votre fade à la comptée. Passez la monnaie. » Il les a essorés mais maintenant ses faffiots, ils sont dans la nature. Si on baratine les branques pour qu'ils nous refilent les faffiots, Vogué-la-Dérive, il est dans le sirop. Aux caves, on leur dira qu'avec nous, leur fade sera comme ça ! (Dans un geste significatif et moqueur, il dessine dans l'air une montagne).

# B. S. N. Saint-Gobain : de l'arnaque pour la galerie

**Les autres.** — Qu'est-ce qu'il a comme cigare, le patron ! Ça c'est du management !  
**Les malfrats sautent de joie et se congratulent.**

2<sup>e</sup> tableau

Dédé les Dents Longues et Vogué-la-Dérive sont assis devant une glace.

**Les Dents Longues.** — La Dérive t'es fait aux pattes. Ou tu passes la main et t'as ton bou-

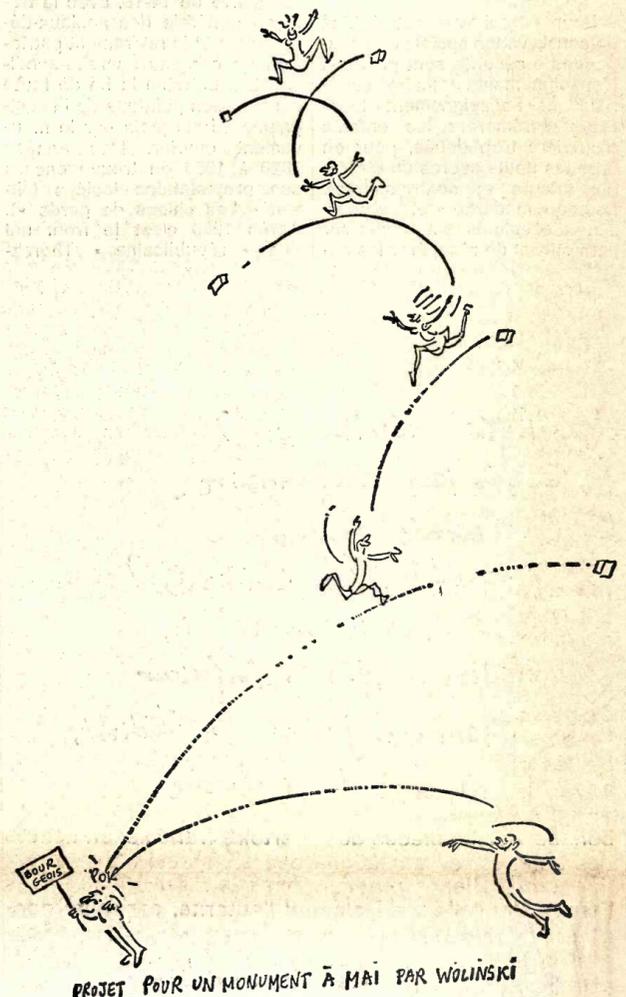
quet ou bien tu fais le mauvais fer et je te lessive.

**La Dérive (suffisant).** — J'ai la cote, je suis le plus fortiche, je suis le premier, je suis le plus marle, je suis le plus...

**Les Dents Longues (l'interrompt).** — D'abord, t'es pas le plus fortiche.

**La Dérive.** — Si, je suis le plus fortiche.

**Les Dents Longues.** — Non !



**La Dérive.** — Si !

**Les Dents Longues.** — Non !

**La Dérive (en trépigant).** — Si !

**Les Dents Longues.** — Non !

**La Dérive (aux bords des larmes).** — Si !

**La Dérive.** — Je vais dire aux connards que je suis le plus fortiche...

**Les Dents Longues.** — Ça c'est aut'chose...

**La Dérive.** — Qu'avec moi, c'est affiché ! garanti sur facture !

**Les Dents Longues.** — Moi, je file du flouze.

**La Dérive.** — Je vais leur dire que ça va leur rapporter et fissa. (Après une hésitation)... Je leur donnerai le montant des comptées.

**Les Dents Longues.** — Tu parles, j'peux en faire autant. Ces chiffres-là, c'est du vent.

**La Dérive.** — Toi, c'est de l'arnaque !

**Les Dents Longues (ironique).** — J'allonge la soudure, moi.

**La Dérive.** — Je porte le deuil et t'es balancé devant le curieux.

**Les Dents Longues.** — C'est du gouale ! Si tu fais ça, la Dérive, toi et tes mecs, je vous frappe au morlingue.

**La Dérive.** — Il faudrait pour ça que les caves ils te filent les faffiots. Je vais les amener dans mes taules et ils verront bien que je suis le plus fortiche, le plus... (il recommence l'énumération déjà faite).

**Les Dents Longues.** — En tout cas, la Dérive, je prends Publicis comme débarbot - 100 briques de mise.

**La Dérive.** — Et moi je prends Havas et je relance de 100 briques.

**Les Dents Longues.** — Ce serait vraiment con de pas s'accorder. A nous deux, on en ferait de grandes choses : on ferait bosser les gisquettes et les petits gironds comme jamais vu, on serait plein aux as. Et puis, tu sais, Charlot, le grand Charlot, c'est lui qui serait joice qu'on s'entende.

**La Dérive.** — Le grand Charlot, il a rien à foutre avec tes salades. Y a des potes à lui

qui sont pas régul, il se fait assez de mourron comme ça.

Moralité

Un petit girond (il est habillé en micheton et a une carte du syndicat dans la poche) et une nana, une vraie bandeuse (provocante provocatrice) dans une taule de Riboud (ou de Vogué).

**La nana.** — Les patrons se bouffent le nez. Tes potes et toi qu'est-ce que vous branlez ?

**Le petit girond.** — Rien à faire. Le turf c'est le turf, les patrons sont les patrons.

**La nana.** — Ben merde ! Ça te bébecte pas ces histoires sur not'dos ! Tu réclamais bien de vérifier la caisse et ce sont les michetons qui viennent dans les taules pour mater !

**Le petit girond.** — La caisse, j'l'sais, elle est truquée !

**La nana.** — Et puis ?

**Le petit girond.** — En tout cas, que ce soit la Dérive ou les Dents Longues, mes potes et moi on est décidé à n'pas perdre notre gâche et les avantages sociaux.

(Puis soudain soupçonneux.) Et toi, tu te berlures. Tu veux plus du tapin ? Tu serais pas de la partouze au grand Charlot ?

**La nana.** — Le tapin ! Moi j'aime ça mais quand j'veux, comme j'veux et avec qui j'veux. J'en ai marre des macs et de leurs combines. Marre du Grand Charlot, roi des harengs et de toutes ses frappes et de tous les autres.

**Le petit girond.** — C'est pas le moment.

**La nana.** — Si c'est le moment de le dire. Pendant que ces messieurs se foutent sur la gueule, on pourrait leur montrer qu'on peut se passer d'eux, qu'ils ne valent que dalle, que c'est des bons à nib. (Rêveuse). On ferait notre tapin à nous. Dans la joie et relax. Fini les taules d'abatage. La vie serait drôlement choucarde. T'as pas envie de le dire ?

**Le petit girond.** — Elle est complètement dingue de dire des trucs comme ça !

**La nana.** — Tu le dis ou tu le dis pas ?

**Le petit girond.** — P't'être un jour mais ce n'est vraiment pas le moment.

**La nana.** — Tu t'écrases comme d'habitude. Moi, depuis mai, j'ai des fourmis dans les seins : je vais chercher les étudiants. Ils iront le dire à mes frangines. Les lourdes sont ouvertes, faut se magnéner.

## Les manœuvres politiques du jour de l'an

Les « élites politique françaises » viennent de nous donner en guise d'étreennes un spectacle digne de la IV<sup>e</sup> République. On a vu d'abord un ministre en exercice utiliser les colonnes du Monde pour défendre sa politique et traiter de fasciste une partie de la majorité qui le soutient. Nous laisserons à d'autres le plaisir de s'extasier devant les astuces politiciardes de M. Edgar Faure. L'important, c'est la faiblesse politique que révèle la polémique entre le ministre de l'Éducation nationale et le C.D.R. de Dijon. L'incident n'est pas clos parce que les profondes divergences sur la politique universitaire qui secouent le gaullisme ne se sont pas atténuées.

On voit maintenant l'embargo sur les fournitures d'armes à Israël critiqué en privé par des ministres, en public par des députés gaullistes.

On ne peut saisir la force potentielle du feu qui couve que si l'on remplace les incidents récents dans le cadre de l'affrontement qui se déroule depuis six mois au sein de la bourgeoisie française. Le rideau se lève au lendemain des élections de juin. La bourgeoisie comme le pouvoir savent que sur le fond, rien n'est réglé par la victoire électorale du gaullisme. Deux politiques alors se font jour ; l'une comme l'autre se proposent un même objectif : comment digérer mai. Les divergences sont de taille : elles ne portent pas sur le but, mais sur les moyens.

Le problème réel est de savoir comment consolider l'édifice bourgeois ébranlé en mai. Pour les uns, il s'agit de nouer une nouvelle alliance sociale. Pendant près d'un siècle la bourgeoisie française a survécu grâce à son alliance avec la paysannerie. Aujourd'hui la paysannerie succombe sous les coups de la concurrence internationale. La fraction la plus consciente de la bourgeoisie et de ses idéologues cherche à nouer l'alliance avec les nouvelles couches moyennes : intellectuels, cadres, techniciens. Fonder un nouvel équilibre social sur l'intégration des nouvelles élites, tel est le but de la participation comme de la régionalisation. L'alliance esquissée avec la Russie va dans le même sens : des monopoles français sont alléchés par le marché soviétique, tandis que de Gaulle apporte sa caution politique à la clique branlante Brejnev-Kossyguine.

Pour les autres, la crise que traverse aujourd'hui le capitalisme est internationale. La solution se trouve dans la solidarité internationale des impérialismes sous la direction du gendarme américain. Alliance sociale ou alliance internationale, la bourgeoisie française se demande si elle peut encore se payer le luxe de l'indépendance à l'égard de l'impérialisme américain. Le débat divise les gaullistes, les financiers qui les soutiennent, les bourgeois et petits bourgeois qui les élisent.

Premier acte : le remplacement de Pompidou par Couve de Murville. Second acte : la crise monétaire de novembre. L'opposition parlementaire interne au nouveau cours du gaullisme s'est révélée impuissante à en modifier l'orientation. Le capital financier décide alors d'entrer directement dans la bataille ; c'est le putsch monétaire. Le général de Gaulle s'incline ; il fait un cadeau de plusieurs milliards aux grandes entreprises.

Les manœuvres politiques du Jour de l'An ouvrent le troisième acte. Edgar Faure riposte au C.D.R. de Dijon, parce qu'il sait que l'attaque vient de très haut : des cercles dirigeants de l'U.D.R. Le 31 décembre, le général de Gaulle termine son allocution par le rappel catégorique des thèmes de sa politique étrangère. La première occasion de concrétiser ce rappel sera choisi : le raid israélien contre l'aéroport de Beyrouth.

L'embargo sur la livraison des armes à Israël n'est ni le caprice d'un vieillard sénile ni la réaction sentimentale de défense du Liban « pays traditionnellement ami de la France ». C'est une opération menée par un homme politique qui, par deux fois en 1968 a vu le pouvoir lui échapper ; elle a pour but de lui faire reprendre l'initiative.

L'opération est aventureuse : dans toutes les couches dirigeantes, les critiques adressées au gaullisme sont de plus en plus vives. Le capital financier s'inquiète de la participation, la classe politique de l'agitation, l'armée des retards de la force de frappe. Tous suspectent le rapprochement avec l'U.R.S.S., redoutent la rupture avec les États-Unis. Pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, la critique est ouverte et publique dans le camp gaulliste. Pour la première fois depuis 1958, Le Monde a pris position catégoriquement contre le chef de l'État.

Les enchères vont monter très vite parce que l'enjeu est de taille : la réorientation de la politique de l'impérialisme français. A court ou à moyen terme, la lutte débouche sur le maintien ou le remplacement du chef de l'État. Depuis mai, ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant. Ceux d'en bas vont montrer qu'on ne peut plus gouverner du tout.

## POLOGNE : RÉVOLUTION INTERDITE

Le 2 janvier 1969 a débuté à Varsovie le procès de Jacek Kuron et de Karol Modzelewski. A plusieurs égards, ce procès mériterait chez nous plus d'écho qu'il n'en a soulevés. Tout d'abord, en raison même de la personne des accusés. Jacek Kuron et Karol Modzelewski sont des « récidivistes ». Il y a 4 ans déjà ils ont été condamnés à des peines de prison pour avoir adressé une « lettre ouverte au parti » qui, bien que non publiée en Pologne, avait éveillé un profond intérêt dans les milieux étudiants et intellectuels et quelque peu secoué la machine du parti. A l'époque, Kuron et Modzelewski furent condamnés à plusieurs années de prison ferme pour « diffusion de documents hostiles à la Pologne populaire ». Libérés au terme des 2/3 de leurs peines, Kuron et Modzelewski furent de nouveau arrêtés en mars dernier, lors des manifestations des étudiants de Varsovie. Le 3 janvier, soit neuf mois plus tard, la presse varsoivienne publiait une brève dépêche de l'agence P.A.P., annonçant l'ouverture du procès et indiquant les chefs d'accusation : «... constitution d'organisation illégale... contacts avec des délégués de la IV<sup>e</sup> Internationale... introduction frauduleuse d'une machine à ronéotyper, cachée dans une boîte à pharmacie... » Les deux dernières accusations figuraient déjà au précédent procès de Kuron et de Modzelewski.

Le procès se déroulant en fait à huis-clos, il faudra attendre

encore quelques jours avant d'en connaître les détails. D'ores et déjà, on sait que Kuron et Modzelewski qui ont déposé plusieurs jours d'affilée, ont rejeté en bloc tous les chefs d'accusation. Ainsi, ils nient qu'il y ait eu une organisation quelconque à la tête du mouvement étudiant polonais. Ils refusent également que le mouvement étudiant soit associé à leur « lettre ouverte au Parti ». Selon eux cette lettre devait servir de base à une discussion politique au sein du parti (ils admettent eux-mêmes aujourd'hui avoir fait fausse route sur plusieurs points), mais elle ne constituait en aucun cas un programme politique. Pour ce qui est de leur rôle de leader, Kuron et Modzelewski se sont déclarés très touchés par l'honneur que leur faisait l'accusation en les plaçant à la tête d'un mouvement spontané, qui a entraîné plusieurs dizaines de milliers d'étudiants dans la Pologne tout entière, mais mettent l'accusation au défi de le prouver.

Kuron et Modzelewski prennent toutefois l'entière responsabilité de tout le mouvement étudiant et des manifestations de mars. Quant aux derniers chefs d'accusation, Kuron a rappelé au procureur que 4 ans plus tôt, ce même procureur avait abandonné cette accusation au cours du procès. Kuron et Modzelewski ont dressé un véritable réquisitoire contre la politique du parti polonais, en insistant particulièrement sur certaines de ses conséquences :

crise économique (un des policiers, entre lesquels est assis Modzelewski, qui s'était endormi au début de la séance, s'étant réveillé au moment où Modzelewski parlait de la situation particulièrement difficile des ouvriers en Pologne, s'est mis inconsciemment à hocher gravement de la tête. La salle éclata de rire. Le lendemain, Modzelewski avait une autre escorte), vague de nationalisme et d'antisémitisme, invasion de la Tchécoslovaquie, crise de l'enseignement supérieur, etc.

Il convient malgré tout de relever que le tribunal fait tout son possible pour sauvegarder les apparences de la justice. Les accusés ont usé librement de leur droit de parole, les témoins ne sont pas interrompus à tout bout de champ (certains en ont profité pour revenir sur leurs dépositions lors de l'enquête, en décrivant au passage certaines méthodes des agents de la sûreté : chantage, menaces de répressions contre les familles, etc.), et les preuves douteuses, par exemple des billets envoyés aux détenus, signés par des codétenus mais rédigés en fait par la Sûreté, sont rejetées.

Cependant, l'issue du procès ne fait pas de doute. Le verdict, qui sera fixé par les dirigeants du parti, risque d'être lourd. Au moins cinq ans de prison.

Au reste, le tribunal voudrait-il faire preuve d'indépendance que l'exemple du procès d'un autre étudiant de Varsovie, Duracz, le ferait réfléchir. A l'issue d'un procès qui s'est déroulé il y a un peu plus d'un mois, Duracz fut acquitté. Quelques jours plus tard le juge était révoqué et le procès renvoyé devant un autre tribunal.

Nous disions plus haut que ce procès mériterait d'être suivi de plus près. On peut d'ailleurs

se demander à ce propos pourquoi le Monde, par exemple, ne lui accorde pas plus de place, attendu que le correspondant de ce journal à Varsovie a, paraît-il, joué un rôle non négligeable dans l'arrestation des deux accusés. Selon M. Gomulka en personne, ils furent inculpés sous le motif d'avoir remis «... tard dans la nuit... à un correspondant étranger, des documents mensongers et hostiles à la Pologne... »

Tout d'abord, parce qu'il sera suivi d'autres procès. La saison des procès politiques contre les

étudiants, commencée en octobre, s'étendra probablement jusqu'à la fin de février.

La révolte de mai en Yougoslavie, contre la bourgeoisie rouge, le soutien des étudiants tchécoslovaques aux conseils ouvriers nouvellement constitués, l'agitation étudiante en Pologne, voilà tout ce qui, à travers ce procès, vient d'être puni à Varsovie.

La révolution est interdite. Mais les procès ne suffisent pas. Hier, à Prague, les typographes d'une imprimerie ont refusé d'imprimer un journal.



K A H T A J.  
1920 : l'ennemi était le Capital

# Eduquons nos éducateurs

Occuper la Sorbonne, Censier, Médecine, etc., créer les ateliers populaires, s'approprier les lycées jour et nuit, ce n'était pas refuser le latin en sixième, militer pour des relations affectueuses entre professeurs et élèves, s'élever contre le gâchis de l'école, ni même protester contre le manque de débouchés. Non, c'est plus radicalement s'opposer à l'enseignement en tant que système, machinerie qui tend à secréter une idéologie intégrative qui assure le ciment, sans lequel la bourgeoisie ne peut pacifiquement perpétuer sa domination de classe. L'Ecole c'est plus que l'école, c'est l'institution « neutre » qui donne aux possédants l'assurance que leur possession est justifiée, pour autant que tous les exploités se convainquent qu'elle est le fruit du mérite et de la compétence. Etre instruit c'est le badge mystique qui délimite rigoureusement le partage des richesses en tant qu'il semble recouvrir le partage du savoir. Se cultiver, être cultivé, apparaît comme le parfum nécessaire à la culture des titres et des actions. Spéculer, spéculer, le bourgeois entend d'autant mieux ce langage qu'il est assuré que la spéculation intellectuelle rejoint toujours la spéculation boursière. Contester l'Université dans sa nature, sa fonction, c'est obliger la bourgeoisie à mettre cartes sur table : je possède, donc je suis, donc je pense.

## FRAPPEZ LA BOURGEOISIE A LA TÊTE

Un drapeau rouge sur la Sorbonne a provoqué en réponse la plus grande grève ouvrière du monde (après elle, la seconde est celle de 1905 en Russie, où 5 millions de travailleurs se sont mis en mouvement). Attaquer l'Université bourgeoise, c'est attaquer en son cœur tout le système bourgeois, c'est mettre à nu le système d'exploitation, avec son cortège de contremaîtres intellectuels, de sélectionneurs spécialisés, gardiens diplômés des privilèges. A partir de mai, tout le système autoritaire d'intégration des classes exploitées part en morceaux.

L'université bourgeoise ce n'est pas Napoléon, c'est Jules Ferry. Edgar Faure veut faire croire que ce qui ne va pas dans l'université c'est l'héritage des Jésuites et de Napoléon. Il suffirait de rendre moderne l'école pour que tout aille bien. Or ce qui ne va pas dans l'université, c'est beaucoup plus que les cours magistraux et les problèmes pédagogiques, c'est qu'elle soit au service exclusif de la bourgeoisie. Ce qui est en question c'est tout l'édifice politique que la bourgeoisie a construit pour éterniser son règne. Car l'université n'a pas été édiflée selon un plan pédagogique ou scientifique ; le plan était politique et c'est celui qu'Edgar Faure essaie de rafistoler.

## LES PREMIERS MANDARINS

L'université française fut construite dans les années 1880-1890 au nom d'une politique. En ce temps-là la bourgeoisie ne cachait pas ses intentions. Elle construisait son pouvoir sur les cadavres de la Commune (1871) et elle faisait de l'université le ciment de son pouvoir. Les Edgar Faure de l'époque, les Ferdinand Buisson, les Louis Liard, Milne Edwards, Durkheim, etc. (bref tous les amphithéâtres de la Sorbonne) mirent en place un édifice solide puisque la loi qui régissait l'enseignement supérieur jusqu'à ces jours datait de 1896. Pour eux un professeur n'est pas principalement un savant — ils n'étaient pas savaants — mais avant tout une « personne morale ». Durkheim — père de la sociologie française — proclamait que le professeur est à la Société ce que le prêtre est à l'Eglise : la courroie de transmission du système. (cf. « Education et Sociologie »).

La fameuse mission du professeur était toute pleine de la nouvelle religion laïque : celle de l'harmonie et de la solidarité sociales. Face à la lutte de classe acharnée qui a marqué la prise du pouvoir par la bourgeoisie républicaine, la vocation

de l'enseignant était de retrouver « l'unité morale de la patrie », c'est-à-dire de masquer la lutte réelle. L'Eglise ne suffisait plus à cette tâche, l'Ecole prit sa place et la morale laïque devint la nouvelle religion d'Etat. Du professeur de la Sorbonne à l'instituteur de campagne la chaîne devait être sans maillon faible afin de ligoter les masses populaires.

## A COUPS DE TRIPES MORALES ET REPUBLICAINES

Ce n'est pas un hasard si depuis l'origine jusqu'à ces dernières années, le principal certificat de sciences sociales s'intitulait « Morale et sociologie ». Tout enseignement, y compris celui des sciences de la nature, devait être moral : c'est-à-dire défendre la politique de la bourgeoisie. De la science au service de la guerre de 14-18 à la sociologie des relations humaines dans l'entreprise, c'est

Toute l'école, de la base au sommet, est chargée de diffuser les idées bonasses de devoir, de solidarité, de chacun à sa place, de tout travail est digne et chacun porte sa croix. Liberté-égalité-fraternité et surtout pas lutte de classe. L'école doit former des gens adaptés à la hiérarchie existante. On apprend bien au petit ouvrier que sur le plan moral il n'y a pas de sot métier et qu'un bon ouvrier vaut un bon patron. C'est pour cela qu'on lui explique scientifiquement que l'« organisme social » a besoin de plus d'ouvriers que de patrons et qu'il est donc nécessaire qu'il reste ouvrier.

## ET LES VACHES SERONT BIEN GARDEES

Mais l'université n'assure pas seulement la gestion d'un stock de mystifications bourgeoises, elle organise pratiquement la

les élus (entrée en 6<sup>e</sup> et baccalauréat). A la mise en place du système on ne se faisait pas d'illusions sur le caractère social de la sélection scolaire. (cf. Goblot « La barrière et le niveau »). C'est au fur et à mesure qu'il a fonctionné que la classe dominante a cultivé le mythe qu'examens et concours sélectionnent scientifiquement voire démocratiquement.

## LE TABLEAU ET LA LEGION D'HONNEUR

Pour parachever cet édifice de conservation sociale des soupapes de sécurité sont prévues. L'enseignement primaire supérieur et l'enseignement technique écrémeront les enfants d'ouvriers trop doués, pour en faire les petits cadres du régime (instituteurs et contremaîtres). Le bac « moderne » et les bourses d'enseignement supérieur permettront de récupérer les en-

ce système d'intégration les organisations de la classe ouvrière ont depuis longtemps abandonné la lutte.

Au moment de la mise en place du système bourgeois d'enseignement, seuls quelques groupes anarcho-syndicalistes refusèrent de choisir entre l'école catholique et la laïque, toutes deux écoles des classes privilégiées. Bien vite le courant du mouvement ouvrier dominé par Jaurès allait inclure la défense de l'école dans le programme de la « lutte ouvrière ». La guerre de 14-18, avec la trahison générale des sociaux-démocrates et le revirement patriotard de certains anarcho-syndicalistes, entraîna la fin de toute contestation politique de l'enseignement bourgeois par le mouvement ouvrier. Des années 1920 à 1930 on trouve encore des protestations isolées (Nizan « Les chiens de garde »). Après 1930 c'est le front uni des « républicains » Thorez-

pédagogiques où les questions techniques n'ont jamais servi qu'à masquer la question politique. Au mieux ils retrouvaient les constatations d'un Goblot (1920) ou d'un Fouillée (1890) en découvrant à coup de savantes statistiques que les ouvriers sont systématiquement exclus de l'université bourgeoise. En oubliant toujours qu'elle n'est construite que dans ce but, ils font croire qu'un rafistolage pédagogique enlèvera à l'université sa fonction de classe (par exemple Bourdieu et Passeron « Les héritiers »).

Le mouvement de mai s'en prenant à l'université bourgeoise attaque une machine de guerre des classes dominantes. Dans le manque de respect des étudiants et lycéens à l'égard des enseignants il faut saisir cette question : pourquoi acceptez-vous d'être les chiens de garde de la bourgeoisie, quel confort moral espérez-vous, mal payés, peu considérés, quand cesserez-vous de faire fonctionner aux dépens des masses populaires cette machine qui aide la bourgeoisie à survivre ? Il ne s'agit pas de revendiquer simplement des crédits ou des nouveautés pédagogiques, il s'agit du contenu et de la fonction de l'enseignement de classe. Quand cesserez-vous de participer à cette comédie, sans y rien comprendre, sachant seulement grogner comme Sganarelle à la fin de Dom Juan « Mes gages, mes gages ! ».



Est-ce que je suis républicain ?  
Non je ne suis pas républicain.  
Merde l'or monte toujours  
Si j'aime bien les étudiants ?  
Bien sûr, c'est ma vie les  
étudiants, je suis professeur  
Parce que j'aime les étudiants  
et aussi la recherche  
le mieux ça serait que  
les étudiants fassent mes  
recherches  
qu'est-ce que Napoléon est à  
77,80  
c'est dérivant...  
non je veux dire, ils ont  
hâte de ces soucis les étu-  
diants :  
la recherche, Vincennes  
(et font absolument que je  
sois à Vincennes, tout le  
monde est à Vincennes, j'en  
ai l'air d'in  
qu'est-ce que 79,87, 1769  
le cours d'ouverture  
il a été bon  
mon cours d'ouverture  
à moi

près d'un siècle de servitude des universitaires à l'égard de l'ordre social bourgeois. Rien n'y échappe, ni les cours « d'instruction civique et morale » dans le primaire, ni les cours de littérature française qui permettent aux enfants des classes moyennes de se croire les égaux des grands bourgeois (« on cause pareil ! ») et les supérieurs naturels de ces prolétaires « qui ne causent pas comme nous ». Et n'oubliez pas les cours de physique qui rendent hommage aux grandes conquêtes de la civilisation industrielle : chemins de fer, Pasteur, Lyautey, Panama (le canal pas le scandale), Apollo 8.

distribution des enfants entre les différentes « fonctions sociales » de façon à ce que tout reste en place et que l'exploitation continue. La division du système scolaire en trois niveaux (primaire, secondaire, supérieur) d'une part reflète et d'autre part perpétue la division en classes de la Société. Pour les réformateurs de la III<sup>e</sup> République le primaire c'est pour les « enfants d'ouvriers et de travailleurs » (Alfred Fouillée), le secondaire pour la petite bourgeoisie et le supérieur pour la grande. Pour s'assurer que la machine marche bien on installe aux seuils critiques des examens barrages qui sélectionnent socialement

fants trop doués des classes moyennes, pour en faire les cadres moyens du régime (fonctionnaires, professeurs). Ainsi le système devait se reproduire à l'infini en maintenant la hiérarchie des privilèges et en achetant dans toutes les classes dominées une mince « couche aristocratique », cette sous-élite de la France qui fournit les cadres de la police, de l'école et tous les contremaîtres en chef.

## LA CARENCE DU MOUVEMENT OUVRIER

Par ses idées comme par son fonctionnement sélectif l'école maintient l'ordre social. Contre

Blum-Herriot qui défend toujours l'école et l'éducation populaire faite par la bourgeoisie. En 1945 c'est l'union nationale avec ses côtés pédagogiques, le plan Langevin-Wallon qui n'est qu'un plan de modernisation de l'école bourgeoise et ainsi de suite jusqu'à Edgar Faure et au dernier plan de réforme du P.C.F. pour un enseignement rénové, moderne, scientifique, etc...

De leur côté les sociologues et historiens universitaires lorsqu'ils n'approuvaient pas clairement les plans de la bourgeoisie se sont toujours bien gardés d'en dénoncer la signification politique. C'était un affrontement d'écoles psycho-

## sois bulle et tais toi

Avant mai, il n'y avait d'écrit sur les murs que des mots d'ordre d'organisations politiques (le meilleur groupuscule c'est la W.W.Z.) ou bien des graffiti obscènes d'obsédés. Cependant, des inconnus avaient déjà commencé à recopier des phrases de la revue internationale situationniste, appelant, en bref, à une vie quotidienne autonome : (« Consommez plus, vous vivrez moins », « Jouissez sans entraves », etc.). Comme on le sait, ce genre d'expression a été massivement repris en mai. Puis, la répression est venue. Les fils ont nettoyé les murs.

Au cours de l'été, la lutte a repris, mais de façon plus rusée : par le détournement des slogans et affiches publicitaires. Au début, les bulles étaient le fait de rares individus et leur inspiration était assez nostalgique : (« C.R.S. = S.S. », etc.). Ensuite, tout le monde a compris l'énorme possibilité d'expression qu'il y avait là. Maintenant, les panneaux publicitaires du métro deviennent de véritables journaux muraux. On ne se contente plus de « critiquer » la publicité. On la ridiculise. On l'utilise complètement. On répond du tac au tac à l'événement : (« Je dors tranquille, mon argent est en Suisse », « Les banques sautent »). On règle son compte au Parti : (« Le P.C.F. a uni le drapeau rouge des Communistes au drapeau tricolore des Versaillais »). Et même, on expose les contradictions au sein du peuple, notamment, entre anarchistes et marxistes-léninistes. Chacun commence à faire son expérience de faiseurs de bulles.

On peut tirer un certain nombre de conclusions pratiques :

— Les bulles ont beaucoup de succès. Tout le monde les lit en se marant. Nous avons su utiliser à notre profit l'efficacité du langage publicitaire.

— Il faut avoir toujours un crayon-feutre sur soi. Les bulles écrites au crayon à bille sont illisibles à quelque distance.

— Il vaut mieux réfléchir à l'avance aux bulles que l'on veut écrire, par exemple en discutant dans un comité d'action, à partir des publicités presse. Si on ne se prépare pas, on est sans inspiration et on écrit des stupidités.

— Il faut se méfier : les flics veillent. L'Hôtel de Ville en accord avec la Préfecture de police a créé un service pour la propreté des murs de Paris (voir publicité dans les journaux). Elle appelle tous les citoyens à dénoncer les gens qui collent des affiches sur les endroits non prévus à cet effet par la loi. On fait le numéro de téléphone de l'Hôtel de Ville, aussitôt, une équipe de la propreté débarque. Il y a moyen d'utiliser ce service d'une autre façon : dénoncez-lui toutes les affiches qui ne vous plaisent pas...

Grandes Imprimeries • Paris Centre •  
142, rue Montmartre  
Paris (2<sup>e</sup>)  
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués  
Le directeur de la publication  
Jean-Pierre VIGIER

# VINCENNES : LA GUERRE DE 100 ANS

Judi dernier 9 janvier, les militants du Comité d'Action de Vincennes ont bloqué le bureau des inscriptions de la nouvelle faculté. Les inscriptions devaient se terminer samedi. Jusque-là hier, elles étaient encore suspendues. Pourquoi ? Les promesses faites par le Pouvoir en août dernier sont entre-temps devenues fumées. Les non-bacheliers travailleurs auxquels on avait promis l'entrée à Vincennes, avec bénéfice du statut d'étudiant, se sont retrouvés la semaine dernière avec un strapontin.

Plus de garanties, plus de cartes ? Mais toujours des promesses.

Dans ce tract, les militants du C.A. expliquent le sens de leur action et la portée des manœuvres de l'administration.

Derrière le refus d'attribution des cartes planent plusieurs menaces. Apparemment les non-bacheliers-salariés pourront suivre les cours comme tout le monde, et s'ils ne bénéficient pas du statut étudiant, ce ne serait, paraît-il, qu'une mesure provisoire. Du moins c'est ce que proclament l'administration et certains enseignants. En fait, derrière cette mesure soi-disant anodine, il y a autre chose.

Dans la presse comme dans les circulaires ministérielles, le centre expérimental de Vincennes a été présenté à grand renfort de publicité comme une faculté où salariés et non-bacheliers auraient des possibilités exceptionnelles (inscriptions, statut d'étudiant). Ainsi, d'une certaine manière, le mouvement de mai est-il à l'origine de Vincennes.

## 1) TACTIQUE DU POUVOIR

A l'Université, par exemple, on restreint les libertés politiques. A Vincennes la tactique est subtile ; on peut prendre plusieurs exemples. Celui du nombre d'enseignants. On en avait promis 240. Dès le mois de décembre, le



Pouvoir essaye de raccourcir les délais d'inscription et de faire un minimum de publicité sur Vincennes. Ainsi il pouvait espérer un petit nombre d'étudiants seulement. De cette manière le Pouvoir voulait limiter le nombre des enseignants en prétextant qu'il n'y avait pas assez d'étudiants. La majorité des professeurs accepta le compromis (180-200 enseignants). Maintenant le Pouvoir et certains enseignants peuvent très bien

retourner l'argument en disant à propos des non-bacheliers : « Nous regrettons beaucoup, mais, nous n'avons pas assez de professeurs, nous ne pouvons vous accepter cette année ! » Cette limitation du nombre des professeurs pourra aussi sans doute, chez certains enseignants, justifier, grâce à des prétextes apparemment techniques, leur refus de prévoir suffisamment d'unités de rattrapage.

## 2) LE PROBLEME DE L'ENTRETIEN-TEST-EXAMEN

Le Pouvoir justifie son refus de donner dès à présent la carte et le statut d'étudiant aux non-bacheliers salariés par la nécessité de juger des aptitudes des « candidats ». S'il n'est pas jugé apte, le non-bachelier risque de se trouver devant l'une ou l'autre de ces possibilités :

- 1° renoncer ;
- 2° perdre une année de « préparation » qui peut-être, lui permettra d'accéder à l'université. Bien sûr, cette année ne sera sanctionnée par aucun diplôme et il n'aura pas le statut d'étudiant.

## NOUS POSONS QUELQUES QUESTIONS ?

1. Qui jugera quoi ?
2. En fonction de quels critères ?
3. Dans quels buts ?

Si le Pouvoir et certains enseignants veulent nous démontrer qu'il risque d'y avoir des différences de « niveau » entre bacheliers et non-bacheliers, nous le savons déjà. Plus même, nous pensons que ces différences existent aussi entre les bacheliers eux-mêmes.

## Contrairement au Pouvoir, nous disons :

1) que l'université et l'enseignement en reconnaissant ces différences n'ont pas pour but de nous diviser en deux groupes : les « bons » et les « mauvais », en rejetant les mauvais ;

2) que son rôle devrait être de supprimer ces différences plutôt que de s'en servir pour exclure certains, ou les écarter en rassemblant les soi-disant « mauvais » dans une même année de préparation ;

3) les non-bacheliers ne viennent pas à l'Université par jeu. En général cela représente pour eux un effort énorme et c'est un choix qui ne se fait pas à la légère. Le seul problème, c'est de leur donner les moyens qu'ils réclament ;

4) En ce sens, nous n'avons aucune confiance en des examens qui, pour l'occasion, afin d'apparaître plus anodins, ont pris le nom « d'entretiens ». L'Université nous a au moins appris une chose : les examens sous des prétextes de justice, sont des tribunaux-guillotines, chargés d'éliminer le plus grand nombre. Les « bienheureux élus » servent de caution à l'objectivité des juges ;

5) A Vincennes, nous avons une raison supplémentaire de ne pas avoir

confiance : nous savons que certains enseignants réactionnaires ont déclaré samedi dans des réunions de professeurs que si Vincennes était une faculté pour les non-bacheliers salariés, ils quitteraient Vincennes. Au moment de « l'entretien », nous pouvons être sûrs que ceux-là ne seront ni tendres, ni justes ;

6) Nous ne pouvons accepter que les promesses faites ne soient pas tenues. Et nous ne pourrions pas nous satisfaire de l'admission d'une minorité de non-bacheliers salariés, qu'on montrera dans la « vitrine », pour faire croire que les promesses ont été tenues, alors que, pour la majorité, on multipliera les obstacles de fait (pas de statut étudiant, pas de tarif étudiant au restaurant, limitation des heures de rattrapage, et pour couronner : « l'entretien » test-examen-guillotiné).

## NOUS DEVONS EN TIRER LES LEÇONS

Depuis plusieurs semaines, de très nombreuses manœuvres se trament derrière notre dos. Vincennes est un gâteau dont tout le monde voudrait bien se réserver une part sur le dos des étudiants et parfois avec leur caution.



1) L'administration et certains professeurs qui souhaiteraient être des « gérants loyaux » des parts du gâteau veulent négocier en silence, en spéculant sur la passivité des étudiants et sur leur manque d'information.

En effet, depuis jeudi dernier, l'administration et certains professeurs nous ont plusieurs fois fait des offres déguisées de négociations. Nous avons refusé ces discussions de couloirs. Nous pensons que c'est devant la masse des étudiants que doivent se régler les problèmes, et que personne n'a à donner de chèque en blanc à personne.

2) Le Pouvoir ne nous a jamais rien donné, nous n'avons jamais rien obtenu que par l'action collective contre une administration qui spéculait sur une seule chose : notre passivité.

3) Les étudiants et les enseignants du Comité d'Action ne sont pas d'accord avec les méthodes de certains professeurs qui acceptent de gérer la pénurie, et d'une organisation comme l'AGEV qui pense que les étudiants sont seulement bons à signer des pétitions et des appels inefficaces, et qui, en plus, prétendent les représenter dans des commissions restreintes, alors que

personne ne leur a rien demandé (il n'y a d'ailleurs pas à s'en étonner, lorsque l'on sait que l'UEC nage à l'AGEV comme un poisson dans l'eau).

Si certains enseignants et l'AGEV sont prêts, pour quelques miettes, à cautionner des décisions inacceptables, en un mot, s'ils sont prêts à se faire avoir, nous non.

4) Un exemple à l'appui : lorsque jeudi dernier nous avons posé le problème des non-bacheliers salariés, l'administration aurait dû prendre position ; elle ne l'a pas fait. Elle a préféré que les inscriptions soient encore suspendues pendant quelques jours et elle a délégué ses pouvoirs en la matière à une commission d'enseignants.

Ainsi le chassé-croisé des délégations de pouvoir permet à Las-Vergnas et à Edgar Faure d'escamoter leurs responsabilités. Si Las-Vergnas ne ratifie pas les décisions de la commission, il pourra toujours les rapporter et ne se sentira pas lié. Mais de toute manière, il le sait bien : les enseignants, en jouant le rôle de l'administration, sont quand même obligés de négocier avec Las-Vergnas puisque la véritable administration, le véritable pouvoir, c'est lui. Cette méthode a aussi un avantage : Las-Vergnas peut ne pas se sentir lié, et de toute manière ce sont les enseignants qui portent toute la responsabilité des décisions. Las-Vergnas peut ainsi lancer en douceur l'opération participation. Le tour est joué.

Le Comité d'Action.

Pour « L'Humanité » de lundi, les choses ne sont pas si simples : comme par un coup de baguette magique, les restrictions visant les non-bacheliers « ont d'ailleurs conduit, dans la confusion, à l'arrêt des inscriptions jeudi après-midi ». Formule habile pour passer sous silence l'action des étudiants. « L'Humanité » n'oublie pas de dire que l'AGEV, sigle derrière lequel se cachent les militants de l'U.E.C., « exige l'application des mesures promises à Vincennes et les moyens correspondants ». Cela ne l'engage à rien. Ce qu'elle oublie, c'est que jusqu'à présent si l'AGEV exige l'application des mesures promises, c'est toujours le comité d'action qui, ne se contentant pas d'exiger, agit et pose le problème des non-bacheliers. Mais pour « L'Humanité », ce n'est pas un problème : « Un comité d'action agite le thème du refus total et demande que la faculté soit ouverte à tous sans contrôle ».

« L'Humanité » nous rebat les oreilles tous les jours avec des formules creuses sur l'université démocratique, mais lorsque le problème se pose concrètement, « L'Humanité », comme les petits bourgeois, s'offusque et fait la fine bouche.

# LE CONGRÈS DE L'UNEF MARSEILLE :

Le congrès de l'U.N.E.F., qui s'est tenu avant les vacances de Noël, à Marseille, a été décrit dans la plupart des journaux comme un affrontement bureaucratique stérile, dernier sursaut d'une organisation-peau de chagrin. Et il est vrai que pour des observateurs extérieurs, la volonté de l'appareil P.S.U. de conserver à tout prix la main sur l'U.N.E.F. pouvait apparaître comme le fait marquant du congrès et justifier, à l'égard de Sauvageot, le qualificatif démesurément admiratif de « roi de la magouille » (\*). Pourtant l'essentiel était ailleurs ; face à l'U.E.C. et à l'A.J.S. dont le seul but, pendant le congrès, était de compenser leur nullité politique par des manifestations de claques imposantes et hargneuses ; face à l'appareil P.S.U., qui pour réussir son baroud d'honneur bureaucratique ménageait la chèvre et le chou, les militants des Comités d'Action n'étaient pas concernés par le débat ; face à toutes les autres tendances réunies, ils manifestaient leur unité, en disant clairement que pour eux l'enjeu du congrès n'était pas bureaucratique.

(\*) Titre d'un article du « Nouvel Observateur » sur le congrès.

Dès le début il était clair que le congrès ne pourrait pas être le lieu d'un débat politique, qu'il était vain de faire comme si et que la seule solution était de laisser les momies politiques de l'U.E.C. et de l'A.J.S. à leurs pantomimes et les dirigeants du P.S.U. à leur travail d'équilibristes. Les militants des Comités d'Action et d'un certain nombre d'A.G.E. décidèrent en conséquence — non de quitter le congrès — mais d'organiser parallèlement une Assemblée générale des Comités d'Action.

## BUTS ET LIMITES DU CONGRÈS

Pour les militants des Comités d'Action le congrès ne pouvait avoir qu'une fonction : tirer les leçons des batailles

du premier trimestre et être l'occasion, plus que le lieu, d'un échange d'expériences entre militants de différentes régions, afin de se donner les moyens de se coordonner progressivement et de poursuivre le débat.

Pour cela il fallait dès le départ refuser la dynamique des précédents congrès de l'U.N.E.F., où les discussions sont ordonnées en fonction de ce seul problème : qui « prendra » le bureau national ?

Il fallait non que le débat se cristallise en fonction d'oppositions groupusculaires abstraites, mais qu'il soit alimenté par des expériences pratiques. Il aurait été facile de se réfugier dans l'autosatisfaction en mettant la charrie avant les bouffis et de répandre l'illusion qu'après trois jours de congrès les militants des C.A., prenant en main l'appareil de l'U.N.E.F., pouvaient se donner une direction unitaire, politique et efficace. Au contraire la mise en place d'une telle coordination nationale — et c'est en ce sens qu'intervirent les militants des C.A. — ne pourra être que le fruit d'un long débat et d'une unification progressive à la base. Il est normal que nous n'en soyons pas là : mai a régénéré le mouvement étudiant, provoquant partout la création de comités (d'action, de lutte, de base — peu importe le nom) autonomes, au départ sans liens entre eux, travaillant à la base de manière mutuelle.

Ces comités ont pris des formes différentes et, depuis mai, leurs effectifs ont été fluctuants. Leur coordination n'est pas un problème bureaucratique, se résolvant par le parachutage d'une quelconque direction, qui ne pourrait que leur être étrangère : direction-bidon, inefficace, seulement perçue comme telle par la presse et à l'extérieur. C'est objectivement le rôle qu'a joué, de mai à décembre, la « direction » P.S.U. de l'U.N.E.F.

C'est de cela que les militants des C.A. ne voulaient plus ; car l'existence d'une telle direction-parachutée n'est pas seulement une mystification, elle est aussi — dans cette mesure — un frein à l'unification progressive du mouvement.

## LES DIFFÉRENTS COURANTS

1. Désavoué par l'ensemble du mouvement (elle ne représentait plus que deux A.G.E.), l'U.E.C. en fut réduite au sabotage systématique du congrès. Elle y avait d'ailleurs amené ses gros bras et ses forts en gueule, scandant : « Syndicat de masse » sur l'air des lampions et de : « Pompidou, des sous ». C'était d'ailleurs inutile : sa faillette a été consommée en mai. Sa volonté participationniste (quels que soient les justifications pseudo-pédagogiques qu'elle y apporte) fait d'elle un pion sur lequel mise Edgar Faure (la récente réponse de ce dernier au C.D.R. de Dijon n'avait qu'un but : se servir du communiqué publié à Dijon comme d'un « repoussoir fascinant » permettant de donner à sa réforme des considérants « gauchistes » ; une fois de plus, le pouvoir se sert de la peur du bâton pour faire avaler la carotte). En faisant croire à la possibilité d'une participation « bien comprise », « réelle », de la même manière qu'elle répand le mythe d'une université démocratique dans une société bourgeoise, l'U.E.C. fait le jeu de tous les réformistes.

2. L'A.J.S. (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) est apparue, comme autrefois la F.E.R., comme un groupe sectaire, paracitaire. Ne vivant que par ce à quoi il s'accroche, l'A.J.S., tout au long du congrès, a « joué » la collusion objective avec l'U.E.C. Sa force de frappe, faite de gros bras et de roulements d'épaules (quelques cars de militants venus faire la claque et le coup de poing) était bien dérisoire, et sans commune mesure avec sa force réelle. Resquiescat in pace !

3. La direction du P.S.U., coup de chapeau à droite, coup de chapeau à gauche, faisait du chassé-croisé, maintenant les équilibres, jaugeant les rapports de force, comme pour montrer à ses militants qu'à l'U.N.E.F. elle était comme un poisson dans l'eau, justi-

fiant son existence par un activisme bureaucratique à toute épreuve.

4. Quant aux Comités d'Action, ou aux Associations Générales Étudiantes qui se manifestèrent dans le même sens, il serait faux de les présenter comme un bloc homogène. Les militants de ce courant étaient d'origines diverses, « groupes » et « sans groupes », militants M.L. et militants de Rouge de toutes obédiences ; ils manifestèrent leur unité en refusant les pratiques bureaucratiques des autres courants et en commençant de définir la voie dans laquelle le mouvement de mai devait s'engager pour s'unifier.

## LES DÉBATS

L'Assemblée des comités d'action a permis de progresser dans ce sens. Les polémiques procéduraires y étaient absentes et les comités d'action le montrèrent en quittant le congrès avant la fin du dernier huis-clos pour manifester leur refus de rentrer dans le jeu bureaucratique dans lequel P.S.U., U.E.C. et A.J.S. trouvaient l'occasion de faire semblant d'exister.

Des décisions concrètes furent prises, des échéances fixées : puisque le P.S.U. voulait faire joujou avec le 15, rue Soufflot, les militants des C.A. se donneraient les moyens de poursuivre leurs échanges d'expérience : le 19 janvier, à Paris, une première réunion des délégués des C.A. aura lieu (\*).

Nous en reparlerons. Il faut être conscient que si Marseille fut un premier pas, tous les problèmes ne sont pas pour autant résolus : des divergences subsistent ; toutes les pratiques groupusculaires ne sont pas d'un seul coup disparues : certains continuent toujours de voir en secret le mouvement de masse comme un terrain de recrutement. Toujours est-il que le débat est ouvert, conçu, non comme une joute oratoire où s'affrontent les tribuns mais comme le produit d'une pratique militante à la base qui, seule, peut sanctionner la validité des discours et fonder une stratégie pour le mouvement de mai.

(\*) La date définitive sera connue dans la semaine. Les C.A. désirant des renseignements sont priés d'écrire à M. ROBERT, c/o « Action », 52, rue Galande, Paris (5<sup>e</sup>).

# SOUTENEZ ACTION



La bourgeoisie a peur. Elle ne s'offre plus le luxe de la libre circulation des idées. La police fait tout pour empêcher la diffusion d'ACTION. Ne faites pas comme les libéraux qui nous demandent de rester sages pour que la répression n'ait pas à s'exercer. Ne tendez pas l'autre joue.

NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT

# abonnez-vous réabonnez-vous 100 numéros : 50 F

Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Paiement par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.-Sup. 7544-66 Paris en mentionnant « Abonnement ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

# Soutenez Action

Bulletin à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

Je verse ..... francs

NOM ..... Prénom .....

Paiement par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.-Sup. 7544-66 Paris en mentionnant « Soutien ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5<sup>e</sup>)

# CONTRE L'AUTORITE

Dans les usines, depuis Mai, ça parle. Les feuilles ronéotypées hebdomadaires se multiplient, parlant de tout ce qui se passe dans l'usine, mais pas seulement : elles interpellent la télévision, jugent Appolo 8, les plastiquages et commentent l'Affaire Gatti... Bulletins de lutte contre les cheffailons et les bureaucrates qui voudraient qu'on la ferme ou qu'on parle « comme il faut » : une autre manière de se taire ; Bulletin de victoire qui annoncent que la classe ouvrière conquiert sans cesse le droit à la parole.

## PAUVRE TYPE...

A l'atelier 9, un certain « Gros-Michel », cheffailon de son état, a encore fait des siennes : avant Noël, il a fait licencier un camarade manœuvre.

Celui-ci trouvait exagéré qu'on l'oblige à effectuer un travail supplémentaire aux Méthodes, au 3<sup>e</sup> étage, alors qu'il devait déjà approvisionner les ouvrières des chaînes de son atelier au rez-de-chaussée. Devant ces objections, le Gros-Michel, en bon adjoint qui n'admet pas d'être contredit, a aussitôt sanctionné : le camarade s'est retrouvé à la porte après quelques minutes...

Ce cheffailon, dont l'intelligence est beaucoup plus mince que le gabarit, n'en est pas à son coup d'essai ; il y a deux ans, il avait fait muter un ouvrier à Garibaldi faute de pouvoir le licencier en raison de la réaction immédiate des ouvrières.

Et tout au long de l'année, il a tendance à prendre certaines de « ses » ouvrières pour des esclaves : les brimades ne se comptent plus. Récemment encore, il voulait imposer à une ouvrière enceinte un travail pénible.

Ce n'est pas parce qu'on lui a collé des galons de cheffailon que ce gros lard doit se croire tout permis. En tout cas, méfie-toi, Gros-Michel, un de ces jours tu tomberas sur un os, car les ouvrières ne sont pas décidées à se laisser enquiquiner par un minable de ton espèce.

S.E.V. MARCHAL  
Issy-les-Moulineaux

## RECLASSEMENT, ÇA CONTINUE !

Un ouvrier du service hormones prend son compte. Pour combler le « trou » qui envoi-t-on ? Réponse logique : un ouvrier. Eh bien non ! On prélève un agent de maîtrise du service « industrialisation » pour remplacer cet ouvrier. C'est anormal direz-vous et pourtant c'est réel. Vendredi dernier, on proposait au même agent de maîtrise un poste « sûr » avec tous avantages (n'est-ce pas ce que la direction et ses intermédiaires nous proposent au fil des jours). Devinez où ? A Neuville. L'intéressé n'est pas chaud, mettons-nous à sa place, mais pourtant il ne refuse pas, mais demande à réfléchir. La conclusion nous la connaissons.

Nous citons aussi le cas de cinq ouvriers des lancements qui se retrouvent « reclassés » dans les services appelés à disparaître dans quelques mois. Pour l'un du service industrialisation, il rejoint trois de ses camarades dans un service qui a un programme d'environ quatre mois. Après ?...

Nous citons des cas et nous continuons à les citer car ils démontrent ce qu'est le reclassement. On ne licencie pas, on propose et on matraque en donnant des postes bien au-dessous des classifications antérieures, bien au-dessous des aptitudes et sans sécurité d'emploi. Tout ce que la direction cherche, c'est que les travail-

leurs touchés — et ils le sont d'autant plus après cinq, dix, quinze, vingt et plus d'années de maison — écourés, donnent leur compte.

Eh bien, cela, camarades, ne l'acceptons pas sans rien dire, en espérant que le silence nous sauvera.

Se taire n'a jamais sauvé personne, les seules fois où nous nous sommes fait respecter c'est quand nous nous sommes mis en colère.

LE DRAPEAU ROUGE  
ROUSSEL-UCLAF (Romainville)

## A 18 ANS : LE DROIT DE SE TAIRE

Le projet de loi sur le droit syndical dans l'entreprise était assorti d'un amendement sur le « droit des jeunes à être délégués syndicaux à partir de 18 ans ».

Cet amendement était passé à une faible majorité dans la Chambre des députés. Il a été refusé par la Chambre du Sénat ; finalement, les députés l'ont rejeté à la deuxième lecture.

Le gouvernement et la majorité ont donc consacré la discrimination dans laquelle se trouvent les jeunes entre 18 et 21 ans. Les jeunes qui ont le droit de produire et de se faire exploiter comme les autres, les jeunes qui ne prennent pas part au suffrage « universel » (?), les jeunes qui peuvent aller au casse-pipe dès 18 ans (certains députés U.D.R. proposaient même 17 ans pour devancer l'appel)... Les jeunes ont le droit de se taire.

Heureusement, ce n'est pas le « DROIT façon U.D.R. » qui risque d'impressionner les jeunes : ils s'en sont fort peu souciés pendant les événements de mai-juin, et on peut être sûr que c'est bien leurs pères qui sont à l'origine des actuels droits syndicaux.

Le droit d'être délégués leur est refusé : si on ne leur permet pas de mener la lutte dans les cadres institutionnels, soyons sûrs que leur enthousiasme ne sera en rien éteint. Tout au plus cela contribuera-t-il à leur montrer un peu plus clairement la peur des jeunes qu'éprouve ce régime sénile.

OLIER (Clermont-Ferrand)

## RENFORÇONS NOS RAPPORTS FRATERNELS

Que signifie la discipline que le chef d'équipe du contrôle des ateliers 204 et Opel veut faire appliquer aux contrôleurs ? Travailler en cravate avec interdiction de parler aux travailleurs de la fabrication. (Ce n'est pas nouveau de voir cette façon de penser de la part des chefs du contrôle.)

Ce monsieur pense-t-il qu'il va faire des contrôleurs des travailleurs à part ? Pense-t-il arriver à nous diviser aussi facilement, la plupart des contrôleurs n'obéissant pas à de tels ordres, ce qui leur vaut d'être rappelés à l'ordre assez souvent. Veut-il faire croire aux travailleurs qu'ils ne sont pas exploités, que leur fonction est en quelque

sorte un privilège, et que pour le garder ils doivent lui être dévoués ? Il se trompe !

Qu'il apprenne qu'un être normalement constitué parle normalement à n'importe quel camarade de travail et qu'aux ateliers de la 204 et Opel ou ailleurs, la grande majorité des contrôleurs et autres travailleurs se sentent solidaires en se considérant dans la même galère.

Pour nous, contrôleurs comme les autres travailleurs, nous ne pouvons que renforcer notre solidarité face à certaine maîtrise qui mérite, elle, d'être mise en quarantaine.

Et puis au fait, s'il y a à l'usine des gens qui parlent plus que les autres, c'est bien ce genre de maîtrise, et c'est eux qui devraient la fermer.

ACTION OUVRIERE  
Chausson (Gennevilliers)

## LE JEU DU SERREMENT DE PAUME

Jeudi dernier à midi, les mensuels des Lampes (G.T.E.) de l'atelier de tours étaient appelés par leur chef de service pour assister à la traditionnelle « cérémonie » de félicitations et de serrement de mains. En effet, chaque année, au moment de la remise de la prime, le chef de service, qui ignore durant toute l'année les salariés (... et ne leur serre jamais la main) veut hypocritement les recevoir. Il s'agit de rappeler aux mensuels qu'ils collaborent aux affaires de la maison, que celle-ci sait récompenser les services rendus. Enfin les mensuels ont l'inestimable honneur de pouvoir serrer la main du chef de service, à qui ils se doivent de dire merci. Mais cette année un tiers des ouvriers a refusé de participer à la comédie et ne s'est pas dérangé. Le soir même ils étaient convoqués par le chef d'atelier qui se déclara peiné et qui regretta de n'avoir pas été prévenu. Mais il semble que dorénavant la petite cérémonie n'aura plus lieu. Toujours ça de gagné !

DRAPEAU ROUGE  
C.S.F. (Levallois)

## PORTAIT D'UN CHEF

Au montage des tubes (G.T.E.-55) nous ne sommes pas particulièrement gâtés en ce qui concerne le chef. Le dénommé Jaillet qui règne à cet endroit n'est vraiment pas un cadeau. On pourrait à la rigueur lui pardonner sa physionomie, son sourire, son regard, etc. Il est vrai que la plupart des travailleurs sont agacés rien qu'à la vue du personnage. Mais après tout, il faut être juste : ce n'est pas de sa faute s'il est né comme ça.

Dependant ce qui est difficilement admissible, c'est d'être soumis à la surveillance constante de cet individu, qui guette à l'affût derrière son bureau qui surplombe légèrement le service. Dès qu'un d'entre nous lève le nez c'est pour rencontrer le regard de Jaillet. De quoi attraper une crise de nerfs. Dès que l'on s'interrompt quelques instants pour souffler un peu, on a droit à une réflexion. Si l'on reste un peu trop longtemps aux W.C., il nous le fait remarquer. Lorsque les tourneurs veulent manger leur casse-croûte, il leur est interdit d'arrêter leur machine !

Tant et si bien que le montage s'est réuni un après-midi durant une demi-heure pour examiner ce qu'on pourrait faire pour assainir l'atmosphère du service. Certains d'entre nous se sont déjà plaints de Jaillet auprès du chef de service, ce qui n'a évidemment rien changé.

On pourrait peut-être suggérer de retourner le bureau du chef contre le mur, ou alors mettre un paravent entre lui et nous. De toute façon, il faut faire quelque chose car ça ne peut durer éternellement comme ça.

LE DRAPEAU ROUGE  
C.S.F. (Levallois)

Quand les travailleurs travaillent, ils grossissent le capital.

Quand ils ne travaillent pas, ils servent aussi le capital.

L'accroissement du chômage est une menace qui pèse sur tous les travailleurs, le gouvernement capitaliste compte dessus pour obliger les travailleurs qui travaillent à se tenir tranquilles (peur du licenciement) quitte à proposer aux jeunes chômeurs de s'engager dans l'armée et dans la police.

L'Etat bourgeois a besoin de chômeurs, comme moyen de pression et de répression contre les travailleurs ; les chômeurs constituent son armée industrielle de réserve.

3) Le capitalisme c'est l'exploitation. Les capitalistes, d'un pays à l'autre, se font concurrence, ils se « modernisent » : vive l'expansion (des grandes sociétés capitalistes) ! Mais qui paie les frais ? Ce sont encore les travailleurs mis à la porte sous prétexte de « modernisation » !

Se moderniser c'est très bien, mais quand cela se fait dans la pagaille capitaliste, c'est sur le dos des travailleurs.

Le capitalisme porte en lui le chômage comme la nuée l'orage. Pour lutter contre le chômage, il faut lutter contre le système capitaliste. Mai a montré que c'est possible. Mai a montré la force immense que représentent les travailleurs lorsqu'ils prennent les usines et descendent dans la rue. Mai a montré aussi que les directions

syndicales refusèrent d'utiliser cette force immense pour renverser le système bourgeois.

Puisque le capitalisme c'est le chômage, le seul remède contre le chômage c'est le triomphe du mouvement anticapitaliste qui s'est manifesté dans la crise révolutionnaire de mai.

Nous ne croyons pas aux méthodes bureaucratiques des délégations auprès de ministres pas plus qu'aux interpellations parlementaires.

Nous ne croyons pas aux objectifs purement revendicatifs, nous avons vu ce que sont devenus les acquis de Grenelle : dès que les travailleurs rentrent dans l'ordre, la bourgeoisie reprend son pouvoir. Les acquis se rétrécissent comme peau de chagrin.

Pour triompher, la lutte anticapitaliste doit avoir des objectifs politiques.

Nous ne croyons pas aux luttes purement corporatives. L'expérience nous a rendus suffisamment sceptiques. La force de Mai, c'est la force de la lutte de l'ensemble des travailleurs : la plus grande grève du monde (la seconde dans l'ordre d'importance est celle de 1905 en Russie) n'a pas renversé le gouvernement capitaliste. A qui la faute, à qui ? Sinon à l'esprit défaitiste et capitulaire des directions « officielles » des syndicats et des partis ouvriers. C'est eux qui ont aidé le gouvernement à rétablir l'ordre : ils arrêteront la grève pour des élections.

Mais les travailleurs tirent la leçon et, du coup, les dirigeants syndicaux,

# HUMANITÉ - Comité d'Action

LA VOIE  
Éditée par des travailleurs de la S.N.C.M.A.

EL TRABAJADOR CONSTRUCCION  
ORGANIZARSE PARA REACTIVAR  
Chaque semaine un pool de travailleurs se réunissent à l'usine pour discuter de la situation et de la lutte.

## EN AVANT !

LE DRAPEAU ROUGE  
CSF-LEVALLOIS  
LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS : UN DROIT DÉCISIF AUX TRAVAILLEURS

La Révolution Sociale  
Expression de travailleurs  
des C.S.F. de Lyon.

LA LUTTE FINALE  
sev-marchal  
NON A L'AUTORITE !  
DE MAUVAISE VEULE NOUS FAIRE PAYER POUR LES SPECULATEURS :

COMBAT OUVRIER  
SNECMA GENNEVILLIERS

sauvons notre santé

FRONT ROUGE  
BERLIET LYON VENISSIEUX  
BERLIET - LYON - VENISSIEUX

C'EST QU'UN DEBUT ...  
Édité par des travailleurs de la C.S.F.

Continuons le Combat  
HISPANO-SUIZA BOIS-COLOMBES

Adieu à toi "notre" Cigogné  
Pour toujours en vas-t'en aller  
Puisque des patrons sans vergogne  
N'ont pas hésité à te tuer  
Mais sache-tu que ta renommée  
Tu la dois au monde ouvrier  
Dont le sang et la sueur  
De tes aïeux t'ont tenu la blancheur

Tu es trop vieille maintenant  
Car tu as plus de cinquante ans  
Il te faut prendre ta retraite  
Tu n'es plus qu'une vieille bête  
Tu ne supportes plus d'argent  
On te supprime et c'est normal  
Ça vois-tu c'est le capital

Alors adieu "notre" bel oiseau  
Nous t'enterrons au nom d'HISPANO  
Mais crois bien qu'avec la SNECMA  
Nous continuerons le combat

épitaphe  
LA VIE CONTINUE

# Télévision populaire

Faire une télévision populaire peut paraître utopique et irréalisable. Pourtant, il existe une télévision populaire du 6<sup>e</sup> arrondissement que l'on peut voir tous les jours à la librairie « La joie de lire ». Les militants vont grogner : « Tu parles, ils ont le matériel et le fric pour le faire ; c'est un gadget pour militants riches. »

On peut répondre tout de suite qu'il existe un magnétoscope mobile au service des C.A. et des groupes. Réunion à ce sujet tous les soirs à 19 heures à « Action », 52, rue Galand. De plus, il existe des magnétoscopes dans toutes les fachs de la région parisienne, sauf à la Sorbonne. Aux militants d'exiger de s'en servir, au même titre que des ronéos.

Le premier numéro de la T.V. populaire du 6<sup>e</sup> arrondissement n'est pas entièrement satisfaisant. Pourquoi ? D'abord en raison du lieu où il est diffusé (Maspero) : il vaudrait mieux le troquet du coin ; cela ne sera possible qu'en multipliant les expériences. Ensuite parce que les difficultés techniques qui se sont posées à nous pour cette première réalisation (emmerdements de micro), nous ont fait oublier la nécessité d'une discussion politique indispensable avant toute réalisation d'un instrument de propagande. Cette émission a été faite avec les gens qui se trouvaient par hasard sur le lieu du tournage, sans que cette discussion ait lieu. De là est né un malaise pendant la réalisation du journal. Insatisfaisant aussi parce que le choix du découpage des informations n'est pas la meilleure solution ; il vaudrait mieux s'attacher à développer une information précise dans chaque émission.

Pourquoi avons-nous tout de même décidé de diffuser cette émission ? Parce que ce journal est exemplaire à plusieurs titres : par le seul fait qu'il existe et qu'il montre les possibilités de propagande qu'offre cet appareil ; parce que les contradictions qui éclatent dans cette émission et qui ont limité sa portée reflètent les contradictions qu'il y a à l'intérieur du mouvement et qui limitent ses actions de propagande (exemple : le peu de militants devant Renault).

Ce journal ne nous satisfait pas. Réalisez celui de demain ou d'après-demain. Emparez-vous de la T.V. populaire. Elle est la vôtre : la lutte de classes, c'est aussi la lutte d'un son contre un son, d'une image contre une image.

(\*) Magnétoscope : se reporter au n° 28 d'« Action », dernière page.

**ORGANISEZ LES CONTRE-ACTUALITÉS :**

Réunion tous les jours  
**19 heures**  
à **ACTION**

# Chômage et barbarie

Camarades, Il y a du chômage dans le cinéma. Il y a du chômage partout. Le gouvernement prévoit pour le mois de mars 100 000 chômeurs de plus. Si vous n'avez pas l'habitude de croire le gouvernement sur parole, multipliez le chiffre. Le chômage n'est pas l'apanage des travailleurs du cinéma. Partout dans les entreprises, des licenciements s'effectuent ou sont prévus, sous prétexte d'aménagements et de restrictions.

Le chômage est la chose du monde capitaliste la mieux partagée.

C'est un des fondements de la société bourgeoise.

1) Le capitalisme c'est le bordel Les patrons se dévorent entre eux (exemple : Saint-Gobain, B.S.N.). La production ne peut être organisée en fonction des besoins du peuple, les capitalistes se font de la concurrence, mais c'est toujours les travailleurs qui paient. Quand le patron est « ruiné », il obtiendra le crédit des banques pour faire une autre entreprise, et pendant qu'il jongle avec ses millions, les travailleurs sont au chômage.

2) Le capitalisme, c'est la répression.

# Ciné-Chômage

Samedi 11 janvier. Bourse du Travail : meeting convoqué par la Fédération du spectacle C.G.T. Objet : le chômage (dans le cinéma, 80 % de chômeurs). En fait de spectacle, c'est l'habituel : propositions anodines du bureau, une délégation au ministère, elle réclamera vingt millions de francs (75 % pour 6 grosses productions prétendues « génératrices d'emploi », 25 % pour de petites et moyennes productions, le tout distribué aux producteurs — donc aux patrons — selon le bon plaisir du gouvernement). C'est tout ce qui est proposé pour « desserrer l'étreinte de la crise ».

Le Comité d'Action Cinéma était dans la salle, il avait déjà distribué son tract. A peine les bureaucrates ont-ils fini de lire leurs discours, que les camarades interviennent. Ils dénoncent l'illusion cultivée par le bureau syndical, comme si 5 ou 6 superproductions suffisaient à donner du travail à des milliers de chômeurs. De plus, le bureau invoque la « culture nationale » pour faire financer des films style Louis de Funès. Sans blague !

En 1948, — on en parle samedi, — 80 000 travailleurs du spectacle étaient descendus dans la rue. On n'est plus en 1948, répondent les bureaucrates. Et Mai 68, ça ne compte pas ? De mandent les camarades du C.A. La

salle approuve. La plus grande grève du monde ne peut passer à l'as.

Prenant au mot le bureau, les camarades du C.A. proposent :

1) Le contrôle de la subvention gouvernementale souhaitée par les travailleurs eux-mêmes. Ils ne partagent pas la naïveté d'un syndicat qui semble croire que l'argent versé par le gouvernement dans la poche des producteurs passera en ligne directe dans celle des travailleurs.

2) Une campagne d'action anticlicisme (T.V. et cinéma), problème simplement oublié par les bureaucrates.

3) La création de comités de chômeurs, organisés à la base et coordonnés en un comité national de chômage, sans tutelle syndicale et fonctionnant sans bureaucratie.

Le bureau s'écrasa, les membres du P.C.F. se divisèrent, la salle approuva les trois points. Vote : unanimité des 400 présents (moins deux contre).

Le compte rendu de « L'Humanité » (13-1-1968) ne mentionne aucune des motions votées, sauf la proposition initiale du bureau sur l'aumône gouvernementale. Le silence de « L'Humanité » reflète la panique des dirigeants syndicaux à la fin de la réunion : « On va être débordés. »

# ENFANCE INADAPTÉE OU ÉCOLE INAPTE

« Produire 3/4 de cancrs est très onéreux », vient de déclarer M. Edgar Faure aux journalistes spécialisés en matière d'enseignement. C'est aussi une constatation de fait.

Après le volcan-Mai, après la colère des exploités, la bourgeoisie fait ses comptes. Il faut boucher les brèches, étouffer ce qui menace.

Si Mai a éclaté d'abord dans les universités, s'il s'est propagé dans les lycées, c'est que les choses commençaient déjà bien plus tôt. Sur les bancs de la maternelle et de l'école primaire des milliers de petits « enrégés » en puissance sont en gestation. Des milliers d'enfants déçus (déjà !) par des classes bornées, par des instituteurs isolés, surchargés, ou par des maîtres quelquefois à peine formés, recrutés à la sauvette (il faut bien vivre !) des visages anonymes qui manquent ou qui changent (1).

Des écoles tristes ! On a 6 ou 7 ans, on est déjà un numéro, un petit pion, certainement pas une personne. A l'école, on n'a pas le droit au plaisir, ni à la liberté, ni à l'imagination, ni à créer. On doit obéir, toujours, ne pas répondre mal, ne pas questionner, ne pas parler des vraies choses de la vie, des choses sexuelles, par exemple. On doit apprendre à rester assis des heures, à être poli, à ne pas rire quand le voisin fait le clown. Enfin, se fourrer dans la cervelle des milliers de mots, des chiffres, des règles, des opérations, se bagarrer avec la sorcière orthographe.

Déjà la discipline de la fabrique ! La fabrique à la chaîne de petits citoyens rongés, rognés, gommés, soumis, modèles, fin prêts pour la production (du capital) et pour la rentabilité (des intérêts de la bourgeoisie).

Un petit d'homme, c'est déjà comme un travailleur, c'est un travailleur (souvent il fait autant d'heures que son père). Il a besoin de savoir pour qui il travaille, pourquoi il doit apprendre tout ça.

A la maison, les parents ont ceci de commun qu'ils ont tous une très haute idée du savoir, de la réussite scolaire. Pour un diplôme, ils sont serviles. Même s'ils n'ont pas le temps de s'en occuper, faut que ça rentre, coûte que coûte, dans la tête de leurs enfants.

Pour les mères, c'est comme la soupe, ou la propreté. De toute façon, père et mère sont profondément concernés.

Pour les parents bourgeois, c'est clair : leur progéniture doit être à la hauteur de leur classe sociale et perpétuer biens et pouvoir (à tous les niveaux).

Pour les autres, il s'agit que les enfants « s'en sortent », soient plus qu'eux, parents, qu'ils brisent par leur savoir la terrible barrière des classes, l'écrasante division du travail qui réduit des millions d'hommes et de femmes à des vies mesquines, mécaniques et sans horizons.

Quand ces parents alors ne parlent pas de la nécessité de la révolution à leurs petits, que peuvent-ils leur dire d'autre ? « Apprends, soumetts-toi, même si ça te dégoûte, passe dans le moule : l'école et le reste », mais pour être quoi en définitive ? un bourgeois, un de plus, un autre, des milliers d'autres, et la ronde continue...

Qu'on ne s'étonne pas si leurs enfants s'insurgent, par exemple, sous la forme de « troubles caractériels », ou s'ils jouent aux barricades à la récréation, ou plus tard s'ils lancent des pavés sur les flacs.

En Mai, des ouvriers d'une usine parisienne nous disaient : « Nous, nos enfants on n'y comprend plus rien. Ils sont violents. Ils nous font peur. Ils exagèrent ! » Ces parents compre-

naient mieux les salades rassurantes de leurs syndicats.

Qu'on ne s'étonne pas si tel garçon écrivait sur les murs de sa classe « La révolution dans l'école. » « Le maître au poteau » parce que leur maître refusait de monter le bel arbre de Noël qu'il rêvait, lui et ses copains. Si tel autre, exaspéré par les grogneries de son père, parce qu'il militait, explosait : « Ça a raté sa vie et ça fait chier le peuple ! » Rien que pour de telles paroles, père et mère, affolés, vont consulter le neuro-

psychiatre : « Docteur, est-ce une sorte de folie ? »

« Ça craque partout ! le pouvoir bourgeois comptabilise avec horreur toutes ses catégories « d'inadaptés ». Les chiffres sont inquiétants. Le très sérieux colloque de l'Unesco sur la « Démocratisation de l'enseignement », réuni du 27 au 30 décembre 1968 (2) publie officiellement des pourcentages. Et on ne peut pas l'accuser d'être gauchiste. « 20 à 30 % d'enfants par classe d'âge insuffisamment instruits et éduqués, se révèlent inemployables et sont destinés à constituer une masse considérable de jeunes chômeurs sans passé, sans avenir et sans espoir. » Ces enfants, ajoute l'enquête,

trajets, etc. On parle peu. Il n'y a plus ni vie sociale, ni amis, ni traditions culturelles. Juste la niaiserie de la télé !

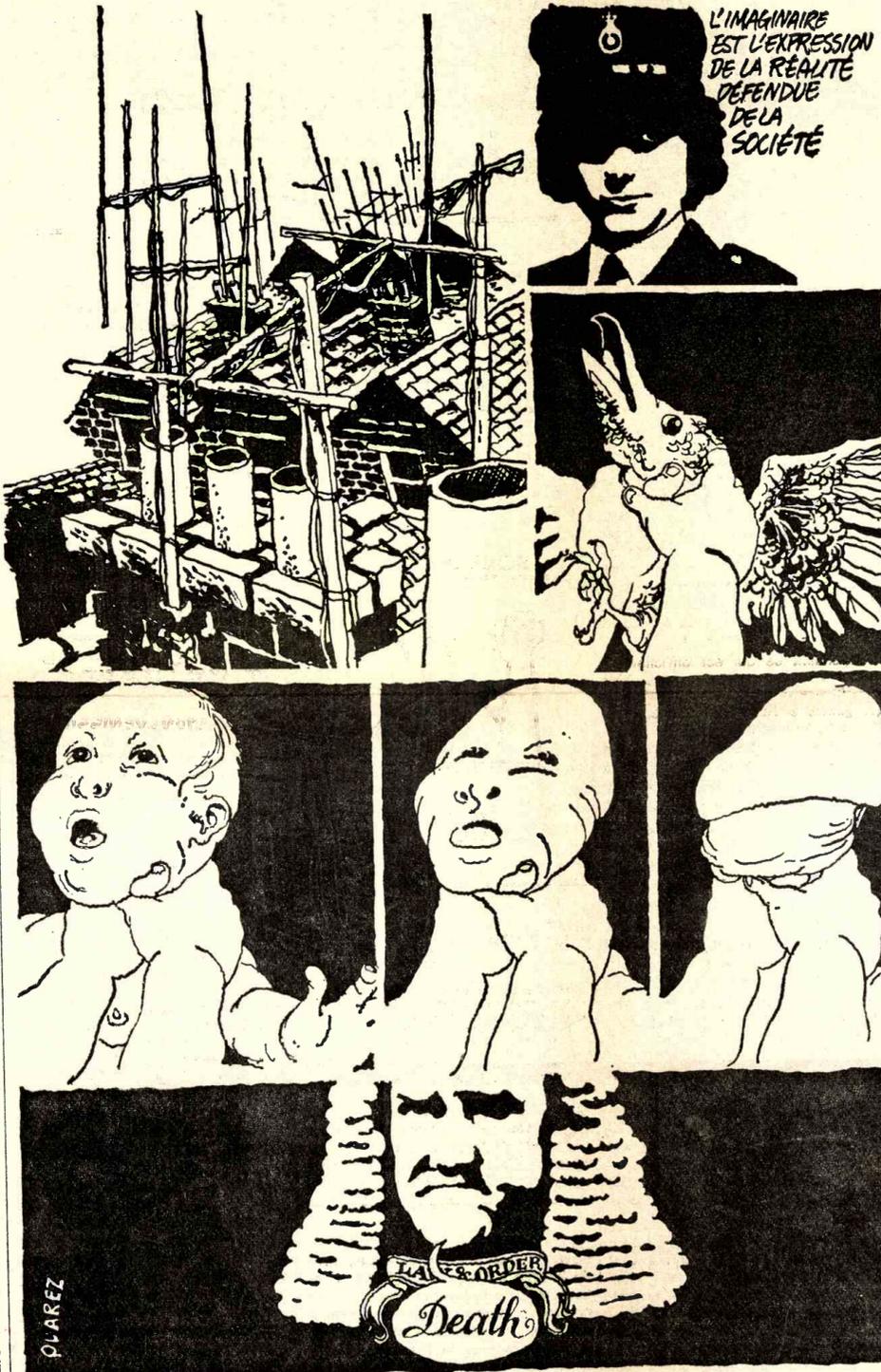
La mère, excédée, ne sait même plus raconter une histoire ou chanter une chanson. Le père est enfermé dans un journal superficiel.

On finit par n'avoir plus rien à dire, plus rien à se dire.

Ce n'est plus ici seulement le procès de l'école, c'est celui des familles.

Familles réduites à n'être qu'une fonction productrice et reproductrice. Dans nos sociétés dites développées, il faut produire du travail et des enfants (« le matériel humain », suivant la jolie formule de M. Edgar Faure).

Jusqu'à 6 ans, un enfant des pauvres c'est rentable, ça consomme du lait, des couches, de la lessive. A 15 ans, il devient un apprenti, puis une bête de



NEWCASTLE-ON-TYNE, Angleterre. — Marie-Flora Bell, 11 ans, est condamnée à la prison à vie pour l'assassinat de deux petits garçons.

psychiatre : « Docteur, est-ce une sorte de folie ? »

« Ça craque partout ! le pouvoir bourgeois comptabilise avec horreur toutes ses catégories « d'inadaptés ». Les chiffres sont inquiétants.

Le très sérieux colloque de l'Unesco sur la « Démocratisation de l'enseignement », réuni du 27 au 30 décembre 1968 (2) publie officiellement des pourcentages. Et on ne peut pas l'accuser d'être gauchiste.

« 20 à 30 % d'enfants par classe d'âge insuffisamment instruits et éduqués, se révèlent inemployables et sont destinés à constituer une masse considérable de jeunes chômeurs sans passé, sans avenir et sans espoir. » Ces enfants, ajoute l'enquête,

échec. A jamais catégorie « raté » !

Des statistiques d'enquêtes faites dans des écoles parisiennes nous indiquent des résultats plus élevés encore. 25 à 43 % d'inadaptation scolaire suivant les quartiers (et ces chiffres sont parait-il modestes). Mais ces enfants ne sont pas tous issus de « milieux sociaux défavorisés ».

Un grand nombre d'entre eux provient de familles aisées (artisans, petits commerçants, cadres).

Que constatent les tests ? Les difficultés intellectuelles de ces enfants semblent liés directement à l'appauvrissement des échanges dans la famille. L'enfant voit peu ses parents, surchargés par le travail, les comptes, les traites, les horaires, les

somme, une force de travail. De 6 à 15 ans, voilà le hic, il faut le mettre en classe. Que les parents se débrouillent s'ils ont des débilés ou des handicapés, qu'ils ne s'en prennent qu'à eux mêmes. Alors, c'est la triste cohorte des enfants inadaptés, futurs manœuvres, chômeurs, citrons pressés. C'est ça l'enfance inadaptée, c'est la bourgeoisie qui l'engendre et l'abandonne.

N.B. — Sur cette question, écrivez à « Action », si vous en avez envie.

(1) Nous ne parlons pas ici de ceux qui font des miracles quotidiens par attachement à un métier qu'ils aiment et pour quel salaire ! et dans quelle solitude !

(2) Voir « Le Monde », 1<sup>er</sup> janvier 1969.

## Un rendez-vous d'affaire

Le camping, c'est Tragoni, Tragoni, c'est Rothschild. Nous on y croit pas trop, mais quand on est gauchiste, pas étudiant, sans métier avec seulement quelques idées susceptibles d'être commercialisées, on vend ses idées, on les vend à ceux qui peuvent les acheter pour en tirer bénéfice. Nous avons une idée à la fois marrante et horrible : celle d'une agence de voyage pour beatniks qui organiserait les grands circuits vers le Népal ou la Suède, avec conférence de formation, refuges pour gens de la route, carte d'autostoppeurs, matériel de camping à bon marché et tout et tout. Tragoni pourrait s'en faire des ronds et les beatniks en profiter. Rendez-vous a été pris dans un grand restaurant du 16<sup>e</sup> arrondissement. Tragoni est en retard. Nous attendons. Ici, le menu est à 5 000 balles ; on est fauché. On se dit que même si ça ne marche pas, Tragoni nous offrira un bon gueuleton. Il paraît que ça devrait marcher parce que Tragoni serait un homme quasiment de gauche, il ne saurait pas quoi faire de son flouze, en tout cas, il aurait des « inquiétudes ». Ce serait un « forcené », un qui aimerait l'audace et les audacieux, une sorte de surréaliste du marketing, un B.S.N. du camping, un dingue du loisir organisé. In petto, on ricane un peu sur le genre lyrisme. Mais après tout, on préfère les capitalistes intelligents aux vieux glaçons style Saint-Gobain. Les capitalistes intelligents sont ceux qui traitent avec les petits intellectuels gauchistes de notre genre. Ils nous volent nos idées, nous intègrent, etc., etc., mais rira bien qui rira le dernier, on peut aussi s'installer dans leur fief et y introduire notre vérole. Et puis, à côté de la vie, il faut bien survivre.

Tragoni arrive, pas seul, flanqué d'un monsieur et d'une dame. Le monsieur semble être quelqu'un que Tragoni n'a pas vu depuis longtemps. Nous apprenons qu'il a été invité parce qu'il serait favorable à notre proposition. On s'assied. Une demi-heure passe à choisir le menu. Tragoni semble en pleine forme et il est très alléché parce qu'il y a des cerises au dessert et que nous sommes en janvier.

Tragoni parle uniquement aux deux personnes qui l'accompagnent :

— Alors, vieux ! ça fait un bail, sacré Trucmuche, toujours gratte-papier dans la publicité ? Ah ! j'ai vu ton affiche pour la nouvelle 40 CV XX 22, elle n'est pas mal. Mais vraiment à qui veux-tu vendre cette camelote ? Il faut être agrégé de philosophie pour comprendre les slogans. Moi, mon pote, avec mon affiche au petit lapin, je suis imbattable. Les gens qui achètent Tragoni, ils aiment ça ; tous des petits lapins. Et pan ! Dans la gibecière. Ah ! qu'est-ce que tu veux, toi et moi on est deux commerçants. Toi, tu vends du vent et moi je vends Tragoni.

Le monsieur alimente cette conversation éblouissante. Il

s'impatiente, semble-t-il, de passer au sujet de la rencontre. Mais Tragoni ne laisse aucune brèche ouverte. On est déjà arrivé aux cerises et toujours rien. On a bouffé comme des chancres. On en a marre. Alors, le monsieur se lance :

— Au fait, si on parlait de nos jeune amis, leur projet, etc.

Nous, on se met aussi sec à exposer toutes nos idées, on en rajoute, on commercialise, on avilit, on se met au niveau, on parfum. Tragoni dit que c'est bien tout ça, que franchement on n'a qu'à y aller. Alors nous cassons misérablement le morceau. On dit que pour réaliser cette idée géniale, il faudrait pas mal d'argent que nous n'avons pas mais que Tragoni, lui, a.

Tragoni n'a pas cessé de parler au monsieur, il ne nous regarde pas. Il se met alors à dire :

— Tu comprends, ces histoires de beatniks et d'aventure, c'est de la philosophie. L'aventure, les Français ils s'en foutent. Ce qu'ils aiment, c'est ce que leur donne notre Club : se se dorer la brioche, bouffer à mort, bien rigoler, dodo et surtout pas de soucis.

Le monsieur essaie de relever le niveau :

— Mais ne penses-tu pas tout de même que derrière le développement fantastique du tourisme, du loisir organisé, il y a une autre aspiration que celle de simplement passer du bon temps, une aspiration plus profonde dont les hommes plus jeunes que nous se sont fait les porte-parole en mai.

— Alors, là, mon pote, tu me scies. Je te reconnais bien mais t'es pas dans le coup. Moi, quand j'ai envie de rigoler, je ne fais pas de politique, je crois à Notre Club. Je dis ça sans juger tes opinions, hein ! Tu sais très bien que, moi aussi, le père de Gaulle il me court sur le haricot. Mais ça n'a rien à voir avec le camping, tout ça.

— Enfin, je suis allé au Club, il y a quelques mois avec ma femme. C'était très bien organisé, très reposant, très beau, mais nous nous sommes sentis très approuvés. Nous n'avons pu parler à personne.

— Ah ! mais tu es un couillon, aussi. Moi quand je vais au Club, je laisse bobonne au bercail. La fesse, ça n'est pas ce qui manque chez nous. Ecoute, je suis un Français moyen, tu es un Français moyen, sauf votre respect, Madame, qu'est-ce qu'il veut le Français moyen ? Se taper et se faire taper et puis c'est tout.

Rires jaunes, le monsieur a glissé. Nous, il y avait longtemps qu'on pensait plus qu'à une chose, c'est à se tirer. Mais il est arrivé encore un gag horrible. Le Tragoni n'a pas du tout payé la note. Il a fallu que nous fassions un chèque. C'est ça Tragoni, l'homme du Club où paraît-il l'on a aboli la notion d'argent puisqu'on paye sa boisson et ses cigarettes avec des couillages.

## Deux brochures de C.A. Paris-Sorbonne-Vincennes

### 1) Le Putsch Monétaire (la crise dans la bourgeoisie française)

### 2) Après Mai (les plans de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire)

Pour toute commande : 52, rue Galande, PARIS-5<sup>e</sup>.  
Prix : 2 F (aux C.A. : 1,50 F) en stock à ACTION.

